

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....	Prix au numéro de l'année courante.....500F
			.....400 F	Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali .....	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....	Les demandes d'abonnement et les annonces
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	.....moitié prix	doivent être adressées au Secrétariat Général
Europe.....	38.000 F	19.000 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	du Gouvernement-D.J.O.D.
Frais d'expédition.....	13.000 F			Les abonnements prendront effet à compter de
				la date de paiement de leur montant. Les abon-
				nements sont payables d'avance.

## SOMMAIRE

### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

#### DECRETS

**04 mars 2019-Décret n°2019-0137/P-RM** portant réglementation de l'agrément et de l'exploitation des établissements de tourisme en République Mali.....**p.214**

**Décret n°2019-0138/P-RM** fixant les barèmes généraux de base des prix de cession, des redevances des terrains ruraux appartenant à l'Etat et déterminant la procédure d'estimation des barèmes spécifiques.....**p.222**

**Décret n°2019-0139/P-RM** portant approbation du document de politique nationale de développement du commerce et son plan d'actions 2018-2022.....**p.226**

**04 mars 2019-Décret n°2019-0140/P-RM** portant approbation du schéma communal d'aménagement du territoire de la commune rurale de Diéoura, Cercle de Diéma.....**p.226**

**Décret n°2019-0141/P-RM** portant approbation du schéma communal d'aménagement du territoire de la commune rurale de Gouanan, Cercle de Yanfolila.....**p.227**

**Décret n°2019-0142/P-RM** portant changement de vocation de la parcelle de terrain objet du titre foncier n°5743 sise à Badalabougou en Commune V du District de Bamako.....**p.228**

**Décret n°2019-0143/P-RM** portant modification du Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des cabinets ministériels.....**p.229**

**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

**04 mars 2019-Décret n°2019-0144/P-RM** portant nomination de Directeurs des finances et du matériel.....p.229

**Décret n°2019-0145/P-RM** portant nomination du Directeur général de l'Ecole Nationale d'Administration.....p.231

**Décret n°2019-0146/P-RM** portant rectificatif au Décret n°2018-0864/P-RM du 08 novembre 2018 portant nomination au ministère des Mines et du Pétrole..... p.231

**Décret n°2019-0147/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.232

**Décret n°2019-0148/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.232

**Décret n°2019-0149/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.233

**Décret n°2019-0150/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.233

**Décret n°2019-0151/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.233

**Décret n°2019-0152/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.234

**Décret n°2019-0153/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.235

**Décret n°2019-0154/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.236

**Décret n°2019-0155/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.237

**Décret n°2019-0156/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.238

**Décret n°2019-0157/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.239

**Décret n°2019-0158/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.239

**Décret n°2019-0159/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.240

**Décret n°2019-0160/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.241

**Décret n°2019-0161/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.242

**Décret n°2019-0162/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.243

**04 mars 2019-Décret n°2019-0163/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.244

**Décret n°2019-0164/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.244

**Décret n°2019-0165/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.245

**Décret n°2019-0166/P-RM** autorisant un changement de nom de famille..... p.246

**Décret n°2019-0167/PM-RM** portant nomination d'un Conseiller spécial du Premier ministre..... p.247

**Annonces et communications.....p.248**

## ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### DECRETS

**DECRET N°2019-0137/P-RM DU 04 MARS 2019 PORTANT REGLEMENTATION DE L'AGREMENT ET DE L'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS DE TOURISME EN REPUBLIQUE MALI**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°01-077 du 18 juillet 2001, modifiée, fixant les règles générales de la construction ;

Vu la Loi n°02-016 du 03 juin 2002 fixant les règles générales de l'urbanisme ;

Vu la Loi n°2014-050 du 19 septembre 2014 portant création de la Direction nationale du Tourisme et de l'Hôtellerie ;

Vu la Loi n°2018-068 du 13 décembre 2018 régissant les établissements de tourisme en République du Mali ;

Vu le Décret n°08-276/P-RM du 13 mai 2008, modifié, fixant les formalités administratives de création d'entreprises par un guichet unique ;

Vu le Décret n°2014-0777/P-RM du 14 octobre 2014 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction nationale du Tourisme et de l'Hôtellerie ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,****DECRETE :****CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1er :** Le présent décret régleme les conditions d'obtention de l'agrément et d'exploitation des établissements de tourisme conformément à la loi régissant les établissements de tourisme en République du Mali.

**Article 2 :** Les promoteurs de projets dont les activités portent sur l'hébergement touristique, la restauration, la vente de boissons, des activités de loisirs et de détente doivent au préalable faire agréer leurs projets. L'agrément ainsi délivré est également appelé agrément de réalisation et ne dispense pas le promoteur de l'obtention d'une autorisation d'exploitation.

**CHAPITRE II : DES CONDITIONS D'OBTENTION DE L'AGREMENT DE REALISATION****Section 1 : Les dossiers de demande d'agrément**

**Article 3 :** Avant de déposer les dossiers de demande d'agrément de leurs projets auprès de l'Administration nationale du Tourisme, les promoteurs sont tenus de s'assurer que les noms ou les raisons sociales qu'ils comptent donner à leurs projets ne sont pas protégés.

**Article 4 :** Les projets d'exploitation des établissements d'hébergement doivent porter sur des bâtis respectant les conditions définies par le décret fixant les normes de classement des hôtels, motels et auberges en République du Mali.

**Article 5 :** Le dépôt des dossiers de demande d'agrément des établissements de tourisme s'effectue auprès de l'Administration chargée du Tourisme qui après analyse, les transmet au guichet unique pour les formalités de création d'entreprises.

**Article 6 :** Le dossier de demande d'agrément, adressé au Guichet unique des formalités de création d'entreprises, comprend les pièces suivantes :

1. un exemplaire du formulaire de demande dûment rempli, timbré et signé par le promoteur ;
2. une copie certifiée des statuts du promoteur du projet s'il s'agit d'une personne morale ;
3. une copie des pièces d'identité du promoteur s'il s'agit d'une personne physique ;
4. une copie du certificat de conformité du bâtiment délivré par l'autorité compétence (si le projet fait l'objet d'une transformation de maison à usage d'habitation) ;
5. une copie de l'autorisation d'implantation municipale ;
6. une copie du casier judiciaire du promoteur, s'il s'agit d'une personne physique. Le cas échéant, une copie du casier judiciaire du gérant statutaire de la société qui souhaite réaliser le projet ;

7. un dossier complet (étude de faisabilité) du projet comportant des informations détaillées sur :

- les investissements, les sources de financement ;
- la capacité d'accueil (chambres) s'il s'agit d'un établissement d'hébergement ou le nombre de personnes susceptibles d'être accueillies s'il s'agit des autres types d'établissements de tourisme ;
- le nombre d'emplois prévisionnel (phase d'exploitation) ;
- la date prévue pour le démarrage des travaux ;
- la date estimée pour la fin des travaux ;
- la date de début d'exploitation ;

8. une esquisse architecturale comportant :

- un plan de situation ;
- un plan de masse ;
- un plan de façade principale ;
- un plan de façade postérieure ;
- un plan de distribution intérieure ;
- un plan d'évacuation des eaux usées ;
- un plan des installations de sécurité ;

9. l'esquisse architecturale doit être réalisée par un bureau d'architecte agréé et présentée sur les supports papier. L'Administration chargée du Tourisme peut dans certains cas demander au promoteur de fournir en plus du support papier, une copie du numérique de l'esquisse architecturale.

**Article 7 :** L'agrément est accordé par l'autorité chargée du Guichet unique. Il ne dispense pas le bénéficiaire de l'accomplissement des autres formalités, notamment :

- l'obtention d'une autorisation d'exploitation,
- l'obtention du permis de construire ;
- l'immatriculation au Registre de Commerce et du Crédit mobilier ;
- l'immatriculation au service national chargé de statistique,
- la souscription à un contrat d'assurance incendie et à responsabilité civile professionnelle ou une assurance multirisque.

**Article 8 :** L'agrément est valable pour un seul établissement. Par conséquent, tout projet de création d'une nouvelle unité située en dehors de l'enceinte de l'établissement initial déjà agréé doit être à son tour agréé suivant les mêmes conditions que celles définies par les articles 5 et 6 ci dessus.

Toutefois, il est possible que deux établissements ou plus, de même nature puissent avoir le même nom à condition qu'ils appartiennent au même promoteur et ce quelle que soit leur situation géographique.

**Article 9 :** Tout agrément de réalisation d'un établissement de tourisme prend effet à compter de la date de notification. Le début des travaux doit intervenir au plus tard les douze (12) mois courant à compter de la date de réception de l'agrément par le bénéficiaire. Passé ce délai, l'agrément devenu caduc doit être renouvelé par l'introduction d'un nouveau dossier.

**Article 10** : Le formulaire de demande d'agrément de réalisation est fourni par l'Administration chargée du Tourisme.

**Article 11** : La transformation des maisons à usage d'habitation en établissement d'hébergement touristique doit se faire conformément aux dispositions de la Loi n°01-077 du 18 juillet 2001, modifiée, fixant les règles générales de la construction.

### **Section 2 : De l'autorisation d'implantation**

**Article 12** : La création de tout établissement de tourisme est subordonnée à l'obtention préalable d'une autorisation d'implantation délivrée par l'autorité municipale. Cette autorisation reste valable pendant toute la durée d'exploitation de l'établissement. Cependant, l'autorité municipale peut accorder selon les cas des autorisations temporaires d'installation aux promoteurs de projets d'établissement de tourisme situés sur les voies publiques.

### **Section 3 : Des conditions d'octroi de l'autorisation d'implantation**

**Article 13** : La demande d'autorisation d'implantation adressée, au maire de la commune territorialement compétente doit comprendre les informations suivantes :

- une copie de la pièce d'identité du demandeur ;
- la situation géographique du projet : adresse et plan de situation ;
- la nature du projet ;
- la nature du foncier sur lequel sera installé le projet (propriété foncière du promoteur, contrat de bail commercial) ;
- le montant prévisionnel des investissements ;
- le nombre d'emplois prévisionnels.

**Article 14** : Dans le cadre du traitement des demandes d'autorisation d'implantation formulées par les promoteurs d'établissements de tourisme, le maire territorialement compétent met en place au sein de son institution, un comité de validation. Ce comité de validation peut être élargi si nécessaire aux représentants des services de Sécurité, de la Santé et du Tourisme. Il a pour mission de mettre à la disposition du maire de la commune des éléments d'information sur :

- la moralité du promoteur, les résultats des consultations publiques (enquêtes de voisinage) ;
- la conformité du site par rapport aux normes sanitaires et environnementales en vigueur au Mali ;
- les domaines d'activités réservées au type d'établissement de tourisme, objet de la demande d'implantation.

**Article 15** : Les établissements de tourisme comme les débits de boissons, situés entre les maisons à usage d'habitation ou adjacents aux édifices ci dessous ne peuvent prétendre à une autorisation d'implantation. Il s'agit :

- de lieux de culte ;
- de cimetières ;
- d'établissements scolaires et universitaires, les crèches et les jardins d'enfants ;
- d'établissements hospitaliers et les centres de santé ;
- de casernes et autres édifices et espaces militaires.

**Article 16** : Les maires disposent d'un délai de 30 jours pour se prononcer sur les dossiers de demandes d'autorisation d'implantation dont ils sont saisis. Passé ce délai, l'autorisation d'implantation est réputée acquise et le promoteur pourra introduire auprès de l'Administration chargée du Tourisme son dossier de demande d'agrément.

## **CHAPITRE III : DES CONDITIONS D'OBTENTION DE L'AUTORISATION D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS DE TOURISME**

### **Section 1 : De l'autorisation d'exploitation**

**Article 17** : L'autorisation d'exploitation est l'acte administratif par lequel l'Administration chargée du Tourisme autorise un promoteur d'établissement de tourisme, à démarrer l'exploitation de son établissement.

L'octroi de l'autorisation d'exploitation survient après la phase d'aménagement ou de construction d'un établissement de tourisme.

**Article 18** : Les promoteurs d'établissements de tourisme, pour obtenir l'autorisation d'exploitation de leurs établissements doivent adresser une demande au ministre chargé du Tourisme.

**Article 19** : Le ministre chargé du Tourisme dispose d'un délai de 10 jours ouvrables pour se prononcer sur les demandes d'autorisation d'exploitation dont il est saisi. Passé ce délai, le promoteur peut sans conséquence démarrer l'exploitation de son établissement.

**Article 20** : L'autorisation d'exploitation est accordée par décision du ministre chargé du Tourisme après avis motivé du Directeur national du Tourisme et de l'Hôtellerie auquel il peut déléguer sa signature.

### **Section 2 : Les dossiers de demande d'autorisation d'exploitation**

**Article 21** : Le dossier de demande d'autorisation d'exploitation comprend les pièces suivantes :

1. une copie du rapport de validation des équipements techniques installés dans l'établissement, délivrée par un organisme compétent ;
2. une copie de la liste du personnel embauché par l'établissement, accompagnée des copies des contrats et des diplômes des intéressés. Les postes techniques doivent obligatoirement être occupés par des personnes qualifiées ;

3. une copie de l'agrément de réalisation délivrée par l'autorité chargée du Guichet unique, correspondant au type d'activité concernée ;
4. une copie de l'attestation de la formation du gérant dans les domaines suivants : hygiène de la restauration collective, hygiène corporelle, réglementation touristique ;
5. une copie du contrat d'assurance incendie et à responsabilité civile professionnelle ou une assurance multirisque ;
6. une copie des conditions générales de vente et du règlement intérieur de l'établissement ;
7. les copies des attestations d'immatriculation au Registre de Commerce, au Crédit mobilier et au service national chargé de Statistique ;
8. une copie de la quittance de versement dans les livres du trésor public du montant correspondant à la catégorie d'établissement de tourisme faisant objet de la demande d'autorisation d'exploitation.

**Article 22 :** Le montant des droits à payer est fixé ainsi qu'il suit :

**1. Etablissements d'hébergement touristiques :** (hôtels, motel, résidence de tourisme, auberge, appart hôtel ou appartements meublés, villages de vacances, centres de vacances, gîtes, auberges, relai touristique, chambres d'hôtes, pension, Lodge)

- Etablissements d'une capacité de 05 à 10 chambres : 100 000 FCFA
- Etablissements d'une capacité de 10 à 50 chambres : 200 000 FCFA
- Etablissements d'une capacité de 50 à 100 chambres : 500 000 FCFA
- Etablissements d'une capacité de 100 à 150 chambres : 1000 000 FCFA
- Etablissements d'une capacité de 150 à 200 chambres : 1 250 000 FCFA
- Etablissements d'une capacité de 200 à 300 chambres : 1 500 000 FCFA
- Etablissements d'une capacité de plus de 300 chambres : 2 000 000 FCFA

**2. Etablissements de camping / terrains de camping :**

- Etablissements de camping d'une capacité d'accueil de 10 à 50 personnes : 100 000 FCFA
- Etablissements de camping d'une capacité d'accueil de 50 à 100 personnes : 200 000 FCFA
- Etablissements de camping d'une capacité d'accueil de plus de 100 personnes : 500 000 FCFA

**3. Parc pour véhicules de loisirs :**

- Parc pour véhicules de loisirs de 3 à 10 véhicules : 100 000 FCFA
- Parc pour véhicules de loisirs de 10 à 50 véhicules : 500 000 FCFA
- Parc pour véhicules de loisirs de 50 à 100 véhicules : 750 000 FCFA
- Parc pour véhicules de loisirs plus de 100 véhicules : 1 000 000 FCFA

**4. Etablissements de restauration :**

- Etablissement de restauration correspondant à la première catégorie : 100 000 FCFA
- Etablissements de restauration correspondant à la deuxième et troisième catégorie : 500 000 FCFA
- Etablissement de restauration correspondant à la quatrième catégorie : 1 000 000 FCFA

**5. Débits de boisson :** (bars, discothèques) 1 000 000 FCFA

**6. Etablissements de loisirs et de détente**

- Parc de loisirs : 2.000 000 FCFA
- Parc d'attractions : 2.000 000 FCFA
- Espace de loisirs : 1.000 000 FCFA

#### **CHAPITRE IV : DES CONDITIONS SPECIFIQUES A REMPLIR PAR LES PROMOTEURS D'ETABLISSEMENTS DE RESTAURATION POUR OBTENIR UNE AUTORISATION D'EXPLOITATION**

##### **Section 1 : Les autorisations d'exploitation des établissements de restauration et leur validité**

**Article 23 :** Les autorisations d'exploitation accordées aux exploitants des établissements de restauration sont également appelées licences d'exploitation.

**Article 24 :** Les licences d'exploitation des établissements de tourisme sont catégorisées ainsi qu'il suit :

**1. Licence de première catégorie :** elle est accordée aux personnes physiques et morales voulant réaliser les activités de restauration en kiosque.

**2. Licence de deuxième catégorie :** elle est accordée aux personnes physiques et morales voulant réaliser les activités de restaurants et de services de restauration mobiles.

**3. Licence de troisième catégorie :** elle est accordée aux personnes physiques et morales voulant réaliser les activités de services de restauration et de consommation de boissons sur place.

**4. Licence de quatrième catégorie ou licence de plein exercice :** elle est accordée aux personnes physiques et morales voulant mener :

- les activités réservées aux trois premières catégories de licence susmentionnées ;
- les activités de sous-traitance en restauration (par exemple pour les compagnies de transports) ;
- l'exploitation de concessions de restauration dans les installations sportives et installations similaires ;
- l'exploitation de cantines, de cafétérias et de restaurants (par exemple dans les usines, bureaux, hôpitaux ou écoles) au titre d'une concession.

**Article 25 :** La durée de validité des licences d'exploitation accordées aux établissements de restauration est fixée ainsi qu'il suit :

- **Licence de première catégorie :** 02 ans
- **Licence de deuxième catégorie :** 03 ans
- **Licence de troisième catégorie :** 05 ans
- **Licence de quatrième catégorie ou licence de plein exercice :** 10 ans.

**Article 26 :** Le renouvellement des licences d'exploitation des établissements de restauration se fait dans les mêmes conditions que celles définies par l'article 21 ci dessus. Elles sont précédées d'une évaluation technique des conditions d'exploitation du restaurant par les agents de l'Administration chargée du Tourisme.

## **Section 2 : De la formation initiale des promoteurs ou des exploitants d'établissements de restauration**

**Article 27 :** En plus des conditions définies à l'article 21 ci-dessus, les directeurs ou gérants d'établissement d'établissements de tourisme doivent, avant l'ouverture de leurs établissements, suivre une formation dans les domaines suivants :

- hygiène de la restauration collective ;
- hygiène corporelle ;
- réglementation touristique.

**Article 28 :** Lesdites formations sont assurées gratuitement par la Direction nationale du Tourisme et de l'Hôtellerie et sont sanctionnées par la remise d'une attestation aux participants.

**Article 29 :** Pour mener à bien les actions de formation, l'Administration chargée du Tourisme peut s'adjoindre au besoin d'autres compétences.

**Article 30 :** Les gérants ou directeurs des établissements de restauration disposant une expérience professionnelle de 10 ans sont exemptés de suivre la formation initiale sus mentionnée à l'article 27.

## **CHAPITRE V : DES CONDITIONS D'ACQUISITION ET D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS DE TOURISME DEJA AGREES**

**Article 31 :** Toute personne qui acquiert la propriété ou la gérance d'un établissement déjà agréé ne peut en continuer l'exploitation que si elle bénéficie d'une nouvelle autorisation d'exploitation en son nom. Les pièces à fournir pour ce dossier sont :

- une copie de la convention ou du contrat de gérance de l'établissement ;

- une copie du titre de propriété ou du contrat de bail libellé au nom du nouvel acquéreur ;
- une copie de l'achat du fonds de commerce par le nouvel exploitant ;
- un formulaire de demande d'autorisation d'exploitation fourni par l'Administration nationale du Tourisme dûment rempli, signé et timbré à 500 F CFA par le nouvel exploitant ;
- les copies des contrats et des diplômes, attestations du personnel recruté par le nouvel exploitant ;
- une esquisse architecturale en cas d'extension ;
- la copie de tout document justifiant l'expérience du nouvel acquéreur dans l'exploitation d'entreprise similaire.

**Article 32 :** Le renouvellement de l'agrément d'un établissement de tourisme déjà existant au nom d'une personne physique ou morale, se fait dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 5 ci dessus. Le dossier de demande d'agrément doit comprendre :

- un exemplaire du formulaire de demande de renouvellement d'agrément dûment rempli, timbré et signé par le nouveau promoteur ;
- l'original de l'agrément initial, le cas échéant un duplicata dudit document ;
- une copie de tout document justifiant l'achat du fonds de commerce de l'établissement existant par le nouvel acquéreur (nouveau promoteur) ;
- une copie du contrat de location libellé au nom du nouvel acquéreur si les locaux abritant l'établissement font l'objet d'un bail commercial ;
- une copie certifiée des statuts du promoteur du projet s'il s'agit d'une personne morale ;
- une copie des pièces d'identité du promoteur s'il s'agit d'une personne physique.

## **CHAPITRE VI : DE L'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS DE TOURISME**

### **Section 1 : Dispositions générales**

**Article 33 :** Les exploitants des établissements d'hébergement touristique ont l'obligation de mettre en place au niveau de la réception de l'hôtel, une fiche individuelle de police, dite « fiche d'hôtels ». Ce document comporte divers renseignements sur les clients ; leurs nom, prénoms, date et lieu de naissance, domiciles habituels, professions, nationalités, dates d'arrivée au sein de l'établissement et date de départ prévue.

**Article 34 :** Les fiches de police rédigées en français et en anglais sont renseignées par les agents chargés de la réception et sur la base des pièces d'identité en cours de validité (passeport, carte d'identité nationale) des clients. Une fois remplie, elles doivent être signées par les clients et archivées.

**Article 35 :** Les fiches de police doivent être conservées pour une durée de six (06) mois et remises à leur demande, au service de la police.

Des plateformes de saisie informatisée des renseignements contenus dans les fiches de police peuvent être mises à la disposition des établissements d'hébergement touristique dans le but de permettre aux services de la police de recevoir en temps réel des informations sur les mouvements des voyageurs dans les hôtels.

**Article 36 :** L'exploitation d'établissements de tourisme doit se faire conformément aux lois et décrets en vigueur régissant les activités de prestation de services par des entreprises privées en République du Mali.

**Article 37 :** Tout exploitant d'établissements de tourisme a l'obligation d'apposer sur la façade de son établissement un panneau permettant d'identifier l'établissement concerné, et en cas de classement, un panneau indiquant la catégorie dans laquelle l'établissement est classé.

**Article 38 :** Les exploitants des établissements d'hébergement doivent élaborer et mettre à la disposition de leurs employés un règlement intérieur déterminant entre autres :

- les mesures d'hygiène et de sécurité ;
- les règles générales et permanentes relatives à la discipline ;
- les sanctions encourues par les employés en cas d'infraction aux règles d'hygiène et de sécurité et celle relative à la discipline.

**Article 39 :** Les mesures d'hygiène et de sécurité dans les établissements de tourisme doivent déterminer les dispositions prises par son exploitant en termes :

- de prévention de risque ;
- d'hygiène corporelle du personnel ;
- d'interdiction de consommer de l'alcool ou de la drogue dans l'établissement ;
- de propreté des locaux ;
- d'usage et d'entretien du matériel dans le respect des règles de sécurité ;
- de consigne de sécurité et prévention des accidents ;
- de système de vidéo surveillance ;
- de visites médicales des employés.

**Article 40 :** Les règles générales et permanentes relatives à la discipline dans les établissements de tourisme doivent définir :

- les conditions d'embauche du personnel ;
- les horaires du travail ;
- la tenue vestimentaire et vêtement de travail ;
- l'utilisation des armoires et des vestiaires par le personnel ;
- les conditions d'utilisation du matériel de l'établissement.

**Article 41 :** Les sanctions encourues par les employés en cas d'infraction aux règles d'hygiène et de sécurité, et celles relatives à la discipline doivent être clairement définies par les exploitants d'établissements de tourisme.

**Article 42 :** Tout exploitant d'établissement d'hébergement doit notifier à ses clients au moment de la réservation de la chambre, ou le cas échéant avant que ce dernier n'occupe la chambre, le règlement fixé par l'hôtel et déterminant entre autres :

- les heures de libération (check out,) des chambres sans pénalité ;
- les pénalités à payer en cas de départ tardif de l'occupant de la chambre ;
- les moyens de paiement des prestations (chèque, argent liquide, devise étrangère, paiement électronique) ;
- la nature des chambres louées et le nombre de personne accepté ;
- les pénalités supplémentaires à payer par le client en cas de dégradation volontaire par ce dernier de la chambre qu'il occupe ;
- les conditions d'annulation des réservations ;
- les heures d'ouverture et de fermeture du restaurant, le matin, aux heures de déjeuner et du dîner ;
- les conditions d'acceptation des animaux de compagnie ;
- les sanctions prévues par l'hôtel à l'égard du client en cas de nuisance occasionnée par ce dernier.

**Article 43 :** Toute modification du règlement intérieur et des conditions générales de vente d'un établissement de tourisme doit être notifiée à l'Administration chargée du Tourisme.

**Article 44 :** La location de chambres dans les unités d'hébergement se fait en journée (day use), en nuitée, en semaine, et en mois.

**Article 45 :** Les établissements de tourisme comme les établissements d'hébergement touristique ont la latitude de fixer librement le prix des prestations qu'ils offrent à leurs clientèles. Les prix ainsi fixés restent valables au moins un an et doivent être communiqués à l'Administration chargée du Tourisme.

**Article 46 :** Toutefois, l'Administration chargée du Tourisme se réserve le droit de veiller à l'équité rapport qualité prix.

**Article 47 :** Les exploitants d'établissements de tourisme doivent assurer à l'égard de la clientèle, la publication des prix de leurs prestations de services. Pour les établissements d'hébergement, les exploitants sont tenus d'afficher :

- au bureau de réception et à la caisse : les prix de chaque catégorie de chambres selon chaque formule d'hébergement ;
- dans chaque chambre : les prix de celle-ci selon chaque formule d'hébergement ;
- dans les salles de restaurant : les prix des repas ;
- dans les bars : les prix des consommations.

Les affichages des prix dans les établissements de tourisme doivent préciser si ceux-ci comprennent ou non le service, les taxes et, le cas échéant, le montant de ceux-ci.

**Article 48 :** Les fonctions de directeur ou de gérant d'un établissement de tourisme sont exercées par des personnes disposant d'une qualification professionnelle dans le domaine de l'hôtellerie et de gestion ou d'une expérience professionnelle de 03 années minimum, dans la gestion d'établissements de tourisme au Mali ou à l'étranger.

**Article 49 :** Le personnel des établissements de tourisme ne peut être engagé que sur présentation d'un certificat médical d'embauche. Après embauche, chaque employé doit passer une visite médicale annuelle dont la charge incombe à l'établissement. Pour le personnel chargé de la restauration, cette visite doit s'effectuer tous les six (06) mois.

**Article 50 :** Toute personne exploitant un établissement d'hébergement est tenue de produire des documents statistiques établis suivant le modèle arrêté par l'Administration chargée du Tourisme selon une fréquence fixée par ladite Administration.

**Article 51 :** L'exploitant de tout établissement de tourisme est tenu de mettre à la disposition de son personnel des tenues vestimentaires afin de permettre aux clients de l'établissement de les reconnaître facilement.

**Article 52 :** En plus des dispositions des articles 36, 37, 39, 40, 41, 43, 48-49 et 50 ci-dessus, les débits de boisson et les établissements de loisirs et de détente peuvent être soumis à des heures d'ouverture et de fermeture.

**Article 53 :** Les heures d'ouverture et de fermeture desdits établissements sont fixées par l'autorité territorialement compétente, après avis d'un Comité local de gestion du Tourisme.

**Article 54 :** Le Comité local de gestion du Tourisme est un organe consultatif mis en place par le maire de la commune et composé de représentants de l'Administration chargée du Tourisme, de la société civile, des services de Sécurité, de professionnels du tourisme et d'élus municipaux.

## **Section 2 : De la franchise des établissements de tourisme**

**Article 55 :** Il est accordé à toute personne physique ou morale exploitant un établissement de tourisme la possibilité de le faire franchiser sous le nom d'une chaîne hôtelière ou de restauration sur la base des normes fixées par cette dernière.

**Article 56 :** La certification de cette procédure doit être notifiée à l'Administration nationale du Tourisme avant que l'établissement franchisé ne commence à faire son branding avec la nouvelle marque.

## **Section 3 : Du changement de dénomination**

**Article 57 :** Les promoteurs ou l'exploitant d'un établissement de tourisme en activité peuvent à leur demande obtenir une nouvelle dénomination pour leurs établissements.

**Article 58 :** Le changement de dénomination peut intervenir dans les cas de figures ci-dessous :

- réalisation de nouveaux investissements ;
- changement de propriétaire ou de l'exploitant.

**Article 59 :** Le changement de la dénomination de l'établissement figurant sur l'agrément de réalisation entraîne à son tour le changement de dénomination figurant sur l'autorisation d'exploitation. Dans ce cas précis, le promoteur est exempté du paiement de tout frais.

**Article 60 :** Le dossier de demande de changement de dénomination figurant sur l'agrément d'un établissement de tourisme comprend :

- le formulaire de demande de changement de dénomination, fourni par l'Administration chargée du Tourisme et dûment renseigné par l'exploitant ;
- l'original de l'agrément de réalisation comportant l'ancienne dénomination, le cas échéant un duplicata de l'agrément de réalisation ;
- l'original de l'autorisation d'exploitation comportant l'ancienne dénomination, le cas échéant un duplicata de l'autorisation d'exploitation.

**Article 61 :** Le dépôt des dossiers de demande changement de nom s'effectue auprès de l'Administration chargée du Tourisme qui les transmet au Guichet unique de création d'entreprise.

## **CHAPITRE VII : DU CONTROLE ET DES SANCTIONS DES ETABLISSEMENTS DE TOURISME**

### **Section 1 : Du contrôle des établissements de tourisme**

**Article 62 :** Les établissements de tourisme de tourisme sont soumis au contrôle effectué par des agents de l'Administration chargée du Tourisme et sont tenus, à cet effet, de mettre à leur disposition, toute information nécessaire à l'accomplissement de leur mission de contrôle.

Les agents visés à l'alinéa ci-dessus sont tenus au respect du secret professionnel et des règles en matière de concurrence.

L'Administration chargée du Tourisme peut s'adjoindre d'autres services compétents dans le cadre de ses opérations de contrôle des établissements.

## **Section 2 : Des sanctions administratives contre les établissements de tourisme**

**Article 63 :** Sans préjudice des poursuites pénales, toute violation des dispositions du présent décret donne lieu à l'une des sanctions administratives ci après :

- fermeture provisoire de l'établissement de tourisme ;
- suspension de l'autorisation d'exploitation ;
- annulation de l'autorisation d'exploitation et retrait de l'agrément.

**Article 64 :** L'Administration nationale du Tourisme procède à la fermeture provisoire, après une mise en demeure au préalable, d'un établissement de tourisme pour une durée maximale de trois (03) mois lorsque :

- les conditions d'hygiène, d'assainissement et de sécurité ne sont pas conformes aux normes prescrites ;
- lorsque l'exploitation cesse d'être assurée dans des conditions satisfaisantes d'accueil, de moralité et de compétence professionnelle ;
- l'établissement refuse de fournir les informations qu'il doit périodiquement faire parvenir à l'Administration chargée du Tourisme, notamment en matière de statistiques ;
- l'établissement ne procède pas à la déclaration et au reversement de la taxe touristique ;
- l'activité exercée ne correspond pas à celle pour laquelle l'agrément a été accordé ;
- l'exploitant de l'établissement ne respecte pas les heures d'ouverture et de fermeture fixées par l'autorité compétente ;
- l'exploitant de l'établissement vent ou met à disposition gratuitement et de façon délibérée des boissons alcoolisées à consommer sur place ou à emporter à des mineurs ;
- l'exploitant de l'établissement s'obstine à accueillir des manifestations de nature à perturber l'ordre public ou créer une nuisance chez le voisin ;
- l'exploitant refuse de remplir les fiches d'hôtels ou s'emploie à produire des rapports erronés sur le nombre d'arrivée, de nuitées ;
- l'exploitant oppose un refus aux agents de l'Administration chargée du Tourisme d'exercer leur mission de contrôle ;
- l'exploitation de l'établissement est assurée par un directeur ou un gérant en violation des dispositions définies à l'article 48 ci-dessus ;
- l'exploitant refuse d'archiver les fiches d'hôtels conformément aux dispositions de l'article 34 ci-dessus.

**Article 65 :** La décision de réouverture n'intervient qu'après paiement de l'amende prévue par la loi contre l'infraction commise et la présentation des preuves justifiant la correction de l'infraction.

**Article 66 :** L'Administration nationale du Tourisme procède à la fermeture d'un établissement offrant les services portant sur l'hébergement touristique, la restauration, la vente de boissons, l'exploitation de centres de loisirs et de détente, sans mise en demeure au préalable, lorsque qu'elle constate que l'exploitation dudit établissement ne dispose pas d'autorisation d'exploitation.

**Article 67 :** Dans le cadre des opérations de fermeture des établissements de tourisme, les agents de l'Administration chargée du Tourisme se font accompagner au besoin par des éléments des Forces de Sécurité.

**Article 68 :** L'autorisation d'exploitation d'un établissement peut être suspendue lorsque :

- malgré la décision de fermeture, son exploitant ne présente pas à l'Administration nationale du Tourisme au terme du délai de fermeture prévu à l'article 60 ci dessus ; les preuves justifiant la correction de l'infraction ayant entraîné la fermeture de l'établissement concerné ;
- l'exploitant est condamné pour des infractions à la législation fiscale, douanière ou relative au change.

**Article 69 :** Les décisions de suspension sont prises par le ministre chargé du Tourisme après avis motivé du Directeur national du Tourisme et de l'Hôtellerie.

**Article 70 :** La décision suspendant l'autorisation d'exploitation d'un établissement de tourisme en fixe la durée, sans que celle-ci ne puisse excéder six (06) mois. Passé ce délai et faute d'avoir remédié à la cause de la suspension, l'établissement est fermé par l'Administration chargée du Tourisme.

**Article 71 :** La suspension de l'autorisation d'exploitation et la fermeture d'un établissement de tourisme sont suivies de l'annulation par le ministre chargé du Tourisme de l'autorisation d'exploitation préalablement accordée au promoteur ou à l'exploitant de l'établissement concerné.

**Article 72 :** L'autorisation d'exploitation d'un établissement de tourisme peut également être annulée dans les conditions suivantes :

- cessation volontaire d'activité du bénéficiaire pour une durée supérieure à douze (12) mois ;
- condamnation de l'exploitant à une peine afflictive ou infamante ;
- faillite ou mise en liquidation judiciaire du bénéficiaire.

**Article 73 :** Toute décision de suspension ou de fermeture définitive doit être motivée et notifiée au bénéficiaire en cause. La décision d'annulation de l'autorisation d'exploitation est prise par le ministre chargé du Tourisme après avis d'une commission ad-hoc.

**Article 74** : L'annulation de l'autorisation d'exploitation par le ministre chargé du Tourisme rend caduc l'agrément initialement accordé au promoteur de l'établissement de tourisme concerné.

### **CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES**

**Article 75** : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contrares notamment le Décret n°06-340/P-RM du 10 août 2006 portant réglementation de l'agrément et de l'exploitation des établissements de tourisme.

**Article 76** : Les établissements d'hébergement touristique déjà agréés et dont le bâti a fait l'objet d'aménagement ou de transformation de maisons à usage d'habitation sont soumis à une expertise de conformité.

Au terme de cette évaluation, les établissements d'hébergement dont les bâtis ne répondent pas aux normes requises disposent d'un délai de 06 mois pour réaliser les travaux de mise à niveau nécessaires. Passé ce délai, l'Administration chargée du Tourisme procède à la fermeture définitive et à l'annulation des autorisations d'exploitation des établissements concernés.

**Article 77** : Le présent décret prend effet à compter de sa date de signature.

**Article 78** : Le présent décret abroge et remplace le Décret n°2018-0968/P-RM du 31 décembre 2018 portant réglementation de l'agrément et de l'exploitation des établissements de tourisme en République du Mali.

**Article 79** : Le ministre de l'Artisanat et Tourisme, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre du Développement industriel et de la Promotion des Investissement et le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Artisanat et du  
Tourisme,  
Nina WALET INTALLOU**

**Le ministre de l'Administration territoriale  
et de la Décentralisation,  
Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de la Sécurité et de la  
Protection civile,  
Général de Division Salif TRAORE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre du Développement  
industriel et de la Promotion des  
Investissements,  
Moulaye Ahmed BOUBACAR**

**Le ministre de l'Habitat  
et de l'Urbanisme,  
Mohamed Moustapha SIDIBE**

-----  
**DECRET N°2019-0138/P-RM DU 04 MARS 2019  
FIXANT LES BAREMES GENERAUX DE BASE DES  
PRIX DE CESSION, DES REDEVANCES DES  
TERRAINS RURAUX APPARTENANT A L'ETAT ET  
DETERMINANT LA PROCEDURE D'ESTIMATION  
DES BAREMES SPECIFIQUES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°96-059 du 04 novembre 1996, modifiée, portant création de Communes ;

Vu la Loi n°02-016 du 03 juin 2002 fixant les règles générales de l'urbanisme ;

Vu l'Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant Code domanial et foncier ;

Vu le Décret n°01-040 /P-RM du 02 février 2002, modifié, déterminant les formes et conditions d'attribution des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Les terrains objet de concession rurale sont classés en fonction de leur situation géographique dans les zones fixées en annexe 1 au présent décret.

**Article 2** : Les prix de cession et les redevances des terrains visés à l'article 1er sont fixés par hectare au tableau joint en annexe 2 au présent décret.

---

En cas de cession d'un titre foncier issu de la transformation d'un titre provisoire de concession rurale, les prix de cession indiqués en annexe 2 sont réduits de 25%.

Les concessions rurales de moins de 0,25 hectare, attribuées avant l'entrée en vigueur du Décret n°2013-341/P-RM du 18 avril 2013, sont assimilées aux terrains dont la superficie est comprise entre 0,25 hectare et 5 hectares.

**Article 3** : Les redevances des terrains dont la superficie est supérieure à 1.000 hectares sont déterminées comme suit :

- pour les premiers 1.000 ha, conformément à l'annexe 2 du présent décret ;
- pour la superficie supplémentaire, la redevance à l'hectare est la moitié de la redevance fixée à l'annexe 2.

**Article 4** : Les terrains ruraux attribués sous forme de concession rurale dans les limites du District de Bamako et des Communes urbaines sont considérés comme des terrains urbains et sont traités comme tels.

**Article 5** : Les prix de cession et les redevances des terrains situés en milieu rural ne faisant pas l'objet de concession rurale sont fixés par hectare au tableau joint en annexe 3 au présent décret.

Toutefois, le tableau joint en annexe 2 s'applique aux cessions directes de parcelles à vocation agricole situées dans une zone autre que celles objet de l'annexe 3.

**Article 6** : Les dispositions du présent décret s'appliquent aux dossiers en cours d'instruction à la date de son entrée en vigueur.

**Article 7** : Le présent décret abroge le Décret n°2015-0537/P-RM du 06 août 2015 portant fixation des barèmes généraux de base des prix de cession, des redevances des terrains ruraux appartenant à l'Etat et détermination de la procédure d'estimation des barèmes spécifiques.

**Article 8** : Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Habitat  
et de l'Urbanisme,  
Mohamed Moustapha SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Administration  
territoriale et de la Décentralisation,  
Mohamed AG ERLAF**

**ANNEXE 1 AU DECRET N°2019-0138/P-RM DU 04 MARS 2019 FIXANT LES BAREMES GENERAUX DE BASE DES PRIX DE CESSION, DES REDEVANCES DES TERRAINS RURAUX APPARTENANT A L'ETAT ET DETERMINANT LA PROCEDURE D'ESTIMATION DES BAREMES SPECIFIQUES**

<b>Zone n°1</b>	<b>Zone n°2</b>	<b>Zone n°3</b>	<b>Zone n°4</b>	<b>Zone n°5</b>
Cercles de Kita, Kéniéba	Cercle de Kayes	Cercles de Diéma, Bafoulabé, Nioro, Yélimané		
Cercles de Koulikoro, Kati	Cercles de Kangaba, Dioïla	Cercles de Nara, Banamba, Kolokani		
Cercles de Sikasso, Koutiala, Bougouni, Yanfolila	Cercles de Kadiolo, Kolondiéba, Yorosso			
Cercle de Ségou	Cercles de Baraouéli, Niono, San, Bla	Cercles de Macina, Tominian		
	Cercles de Mopti, Djenné	Cercles de Youwarou, Ténenkou, Bandiagara, Koro, Bankass	Cercle de Douentza	
		Cercles de Diré, Niafunké	Cercle de Goundam	Cercles de Tombouctou, Gourma - Rharous
			Cercles de Gao, Ansogo	Cercle de Bourem
				Cercles de Kidal, Tessalit, d'Abeïbara, Tin – Essako
				Cercles de la Région Ménaka
				Cercles de la Région Taoudénit

**ANNEXE 2 AU DECRET N°2019-0138/P-RM DU 04 MARS 2019 FIXANT LES BAREMES GENERAUX DE BASE DES PRIX DE CESSION, DES REDEVANCES DES TERRAINS RURAUX APPARTENANT A L'ETAT ET DETERMINANT LA PROCEDURE D'ESTIMATION DES BAREMES SPECIFIQUES**

Situations géographiques	Tranche supérieure ou égale 0,25ha mais inférieure ou égale à 5 ha		Tranche supérieure à 5ha mais inférieure ou égale à 10 ha		Tranche supérieure à 10ha mais inférieure ou égale à 100 ha		Tranche supérieure à 100 ha	
	Rdces/an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/ha)	Rdces/an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/ha)	Rdces/an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/ha)	Rdces/an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/ha)
Zone n°1	15.000	750	17.500	975	24.000	1 200	30.000	1 500
Zone n°2	10.000	500	13.000	650	16.000	800	20.000	1.000
Zone n°3	5.000	250	6.000	325	8.000	400	10.000	500
Zone n°4	2.250	125	3.000	162	4.000	200	5.000	250
Zone n°5	1000	62	1.500	81	2.000	100	2.500	125

**ANNEXE 3 AU DECRET N°2019-0138/P-RM DU 04 MARS 2019 FIXANT LES BAREMES GENERAUX DE BASE DES PRIX DE CESSION, DES REDEVANCES DES TERRAINS RURAUX APPARTENANT A L'ETAT ET DETERMINANT LA PROCEDURE D'ESTIMATION DES BAREMES SPECIFIQUES**

Circonstance du Terrain	Tranche de 0,25 à 5 ha		Tranche de 5 à 10 ha		Tranche de 10 à 100 ha		Tranche de plus de 100 ha	
	Rdces/an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/ha)	Rdces/an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/ha)	Rdces/an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/ha)	Rdces/an/ha	Prix de Cession (millier FCFA/ha)
Aménagés en zone 1	16 500	1 600	18857	1778	21214	2133	25929	2667
Aménagés en zone 2	11786	1 067	14143	1333	16500	1600	21214	1 778
Aménagés en zone 3	7071	889	9429	1067	11786	1244	16500	1 422
Aménagés en zone 4	4714	356	7071	444	9429	533	14143	7 11
Aménagés en zone 5	2357	178	3536	222	4714	267	7071	356
Non aménagés en zone 1	12964	1 067	14143	1244	15321	1600	16500	1 778
Non aménagés en zone 2	8250	711	9429	978	10607	1244	11786	1 511
Non aménagés en zone 3	5893	444	7071	533	8250	622	9429	711
Non aménagés en zone 4	3536	178	4714	267	5893	356	7071	444
Non aménagés en zone 5	1179	89	2357	133	3536	222	4714	267

**DECRET N°2019-0139/P-RM DU 04 MARS 2019  
PORTANT APPROBATION DU DOCUMENT DE  
POLITIQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT  
DU COMMERCE ET SON PLAN D' ACTIONS 2018-  
2022**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2016-0056/P-RM du 15 février 2016 fixant les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des documents de politique nationale ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont approuvés le Document de Politique nationale de Développement du Commerce et son Plan d'actions 2018-2022, annexés au présent décret.

**Article 2 :** Le ministre du Commerce et de la Concurrence, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Agriculture, le ministre de l'Elevage et de la Pêche et le ministre du Développement industriel et de la Promotion des Investissements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre du Commerce et de la  
Concurrence,  
Alhassane AG HAMED MOUSSA**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Agriculture,  
Docteur Nango DEMBELE**

**Le ministre de l'Elevage  
et de la Pêche,  
Docteur KANÉ Rokia MAGUIRAGA**

**Le ministre du Développement industriel  
et de la Promotion des Investissements,  
Moulaye Ahmed BOUBACAR**

**DECRET N°2019-0140/P-RM DU 04 MARS 2019  
PORTANT APPROBATION DU SCHEMA  
COMMUNAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE  
DE LA COMMUNE RURALE DE DIEOURA, CERCLE  
DE DIEMA**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°96-059 du 04 novembre 1996, modifiée, portant création des Communes en République du Mali ;

Vu la Loi n°02-016 du 03 juin 2002 fixant les règles générales de l'urbanisme ;

Vu la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012 portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du territoire;

Vu la Loi n°2017-019 du 12 juin 2017 portant Loi d'Orientation pour l'Aménagement du Territoire ;

Vu Loi n°2017-051 du 02 octobre 2017 portant Code des Collectivités territoriales ;

Vu Loi n°2017-052 du 02 octobre 2017 déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités territoriales ;

Vu l'Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant Code domanial et foncier ;

Vu le Décret n°2017-0885/P-RM du 06 novembre 2017 fixant les modalités de la mise en œuvre et du suivi-évaluation des outils d'aménagement du Territoire ;

Vu le Décret n°2017-0886/P-RM du 06 novembre 2017 fixant les modalités d'élaboration, de révision et d'approbation des schémas directeurs des grandes infrastructures et des services collectifs d'intérêt national ;

Vu le Décret n°2017-0944/P-RM du 27 novembre 2017 fixant la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement du Conseil national de l'Aménagement du Territoire ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Est approuvé et rendu exécutoire, pour une durée de vingt (20) ans allant de 2018 à 2037, le Schéma communal d'Aménagement du Territoire de la Commune rurale de Diéoura, Cercle de Diéma.

Le présent Schéma communal d'Aménagement du Territoire, ainsi approuvé, est opposable à toutes les collectivités publiques et aux tiers opérant dans son périmètre.

**Article 2 :** La mise en œuvre du présent Schéma communal d'Aménagement du Territoire s'organise à travers sa traduction en Schémas Directeurs d'Urbanisme et en plans, programmes et projets de développement.

Ces Schémas Directeurs d'Urbanisme, plans, programmes et projets de développement ne peuvent modifier les grandes orientations du Schéma communal d'Aménagement du Territoire.

**Article 3 :** Le Schéma communal d'Aménagement du Territoire, ainsi approuvé, est révisable tous les cinq (05) ans, selon les exigences du développement économique et social de la Commune rurale de Diéoura.

**Article 4 :** Le ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre du Plan et de  
l'Aménagement du Territoire,  
Adama Tiémoko DIARRA**

**Le ministre de l'Administration territoriale  
et de la Décentralisation,  
Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de l'Habitat  
et de l'Urbanisme,  
Mohamed Moustapha SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2019-0141/P-RM DU 04 MARS 2019  
PORTANT APPROBATION DU SCHEMA  
COMMUNAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE  
DE LA COMMUNE RURALE DE GOUANAN,  
CERCLE DE YANFOLILA**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°96-059 du 04 novembre 1996, modifiée, portant création des Communes en République du Mali ;

Vu la Loi n°02-016 du 03 juin 2002 fixant les règles générales de l'urbanisme ;

Vu la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012 portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du territoire;

Vu la Loi n°2017-019 du 12 juin 2017 portant Loi d'Orientation pour l'Aménagement du Territoire ;

Vu Loi n°2017-051 du 02 octobre 2017 portant Code des Collectivités territoriales ;

Vu Loi n°2017-052 du 02 octobre 2017 déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités territoriales ;

Vu l'Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant Code domanial et foncier ;

Vu le Décret n°2017-0885/P-RM du 06 novembre 2017 fixant les modalités de la mise en œuvre et du suivi-évaluation des outils d'aménagement du Territoire ;

Vu le Décret n°2017-0886/P-RM du 06 novembre 2017 fixant les modalités d'élaboration, de révision et d'approbation des schémas directeurs des grandes infrastructures et des services collectifs d'intérêt national ;

Vu le Décret n°2017-0944/P-RM du 27 novembre 2017 fixant la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement du Conseil national de l'Aménagement du Territoire ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Est approuvé et rendu exécutoire, pour une durée de vingt (20) ans allant de 2018 à 2037, le Schéma communal d'Aménagement du Territoire de la Commune rurale de Gouanan, Cercle de Yanfolila.

Le présent Schéma communal d'Aménagement du Territoire, ainsi approuvé, est opposable à toutes les collectivités publiques et aux tiers opérant dans son périmètre.

**Article 2 :** La mise en œuvre du présent Schéma communal d'Aménagement du Territoire s'organise à travers sa traduction en Schémas Directeurs d'Urbanisme et en plans, programmes et projets de développement.

Ces Schémas Directeurs d'Urbanisme, plans, programmes et projets de développement ne peuvent modifier les grandes orientations du Schéma communal d'Aménagement du Territoire.

**Article 3 :** Le Schéma communal d'Aménagement du Territoire, ainsi approuvé, est révisable tous les cinq (05) ans, selon les exigences du développement économique et social de la Commune rurale de Gouanan.

**Article 4 :** Le ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre du Plan et de**  
**l'Aménagement du Territoire,**  
**Adama Tiémoko DIARRA**

**Le ministre de l'Administration territoriale**  
**et de la Décentralisation,**  
**Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de l'Habitat**  
**et de l'Urbanisme,**  
**Mohamed Moustapha SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2019-0142/P-RM DU 04 MARS 2019**  
**PORTANT CHANGEMENT DE VOCATION DE LA**  
**PARCELLE DE TERRAIN OBJET DU TITRE**  
**FONCIER N°5743 SISE A BADALABOUGOU EN**  
**COMMUNE V DU DISTRICT DE BAMAKO**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°02-016 du 03 juin 2002 fixant les règles générales de l'urbanisme ;

Vu l'Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant Code domanial et foncier ;

Vu le Décret n°95-181/P-RM du 26 avril 1995 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de Bamako et environs ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** La parcelle de terrain objet du Titre foncier n°5743 sise à Badalabougou en Commune V du District de Bamako initialement prévue comme à usage scolaire change de vocation pour servir de bureaux et d'habitation.

**Article 2 :** Au vu d'une ampliation du présent décret, le Chef du Bureau des Domaines et du Cadastre du District de Bamako procède à l'inscription de ce changement de vocation au Livre foncier de Bamako.

**Article 3 :** Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Habitat**  
**et de l'Urbanisme,**  
**Mohamed Moustapha SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2019-0143/P-RM DU 04 MARS 2019  
PORTANT MODIFICATION DU DECRET N°94-201/P-  
RM DU 03 JUIN 1994 FIXANT LES REGLES  
GENERALES D'ORGANISATION ET DE  
FONCTIONNEMENT DES CABINETS MINISTERIELS**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** L'article 2 du Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994, susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« **Article 2 (nouveau) :** Chaque Cabinet ministériel comprend :

- un Chef de Cabinet ;
- des Chargés de mission dont le nombre ne peut dépasser cinq (05) ;
- un Attaché de Cabinet ;
- un Secrétaire particulier du ministre. »

**Article 2 :** Le présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Réforme de l'Administration  
et de la Transparence de la Vie publique,  
Madame Safia BOLY**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2019-0144/P-RM DU 04 MARS 2019  
PORTANT NOMINATION DE DIRECTEURS DES  
FINANCES ET DU MATERIEL**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances ;

Vu la Loi n°2013-031 du 23 juillet 2013 portant approbation du Code de transparence dans la gestion des finances publiques ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°09-010/P-RM du 04 mars 2009 portant création des Directions des Finances et du Matériel ;

Vu le Décret n°09-137/P-RM du 27 mars 2009, modifié, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions des Finances et du Matériel ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Les personnes dont les noms suivent sont nommées en qualité de **Directeur des Finances et du Matériel** dans les départements ministériels ci-après :

**1. Ministère de la Justice :**

- Monsieur **Abdoulaye COULIBALY**, N°Mle 905-70.P, Inspecteur des Finances

**2. Ministère de la Défense et des anciens Combattants :**

- Commissaire Lieutenant-colonel **Abdoulaye Ibrahim TRAORE**

**3. Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat :**

- Monsieur **Abdoulaye AG MOHAMED**, N°Mle 458-08.J, Inspecteur des Services économiques

**4. Ministère de la Sécurité et de la Protection civile :**

- Monsieur **Boureima GUINDO**, N°Mle 0118-148.J, Inspecteur des Finances

**5. Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de l'Intégration africaine :**

- Monsieur **Alamir TOURE**, N°Mle 983-53.W, Inspecteur des Finances

**6. Ministère de la Solidarité et de l'Action humanitaire :**

- Monsieur **Chienkoro DOUMBYA**, N°Mle 0103-951.B, Inspecteur des Finances

**7. Ministère de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale :**

- Monsieur **Soumana DAOU**, N°Mle 488-53.K, Inspecteur des Services économiques

**8. Ministère des Infrastructures et de l'Équipement :**

- Monsieur **Hamaye TOURE**, N°Mle 0115-816.J, Administrateur civil

**9. Ministère de l'Agriculture :**

- Monsieur **Abdoulaye Zoubeïrou TOURE**, N°Mle 983-44.K, Inspecteur des Finances

**10. Ministère de l'Économie numérique et de la Communication :**

- Monsieur **Nianankoro TOGOLA**, N°Mle 0118-296.C, Inspecteur des Services économiques

**11. Ministère de l'Éducation nationale :**

- Monsieur **Abdoul Karim MAIGA**, N°Mle 454-05.F, Inspecteur du Trésor

**12. Ministère de l'Innovation et de la Recherche scientifique :**

- Monsieur **Chaka BAGAYOKO**, N°Mle 0103-960.L, Inspecteur des Finances

**13. Ministère de l'Élevage et de la Pêche :**

- Madame **SAVANE Salimata BENGALY**, N°Mle 966-48.P, Inspecteur des Services économiques

**14. Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable :**

- Monsieur **Yéhia Bouya TANDINA**, N°Mle 0113-457.D, Inspecteur des Finances

**15. Ministère des Transports :**

- Monsieur **Sanoussi KOROBARA**, N°Mle 496-80.R, Inspecteur des Finances

**16. Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire :**

- Madame **SOUMARE Manda SAKILIBA**, N°Mle 0119-946.C, Inspecteur des Finances

**17. Ministère de la Culture :**

- Monsieur **Aly Abdoulaye DIALLO**, N°Mle 931-59.C, Inspecteur des Finances

**18. Ministère de l'Artisanat et du Tourisme :**

- Madame **TAPILY Aïssa M'Bouna Fatahalla BABY**, N°Mle 0109-741.F, Inspecteur des Services économiques

**19. Ministère du Travail et de la Fonction publique :**

- Madame **BERTHE Assétou KONE**, N°Mle 0131-537.Z, Inspecteur des Finances

**20. Ministère de l'Énergie et de l'Eau :**

- Monsieur **Oumar KODIO**, N°Mle 985-46.M, Inspecteur des Services économiques

**21. Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne :**

- Monsieur **Eli DIALLO**, N°Mle 0112-340.J, Inspecteur des Finances

**22. Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique :**

- Monsieur **Mohomodou TAIFOUR**, N°Mle 0118-151.M, Inspecteur des Finances

**23. Ministère du Commerce et de la Concurrence :**

- Madame **MARIKO Kadiatou FAYE**, N°Mle 0124-231.X, Inspecteur des Finances

**24. Ministère du Développement industriel et de la Promotion des Investissements :**

- Monsieur **Hamma Aljou CISSE**, N°Mle 983-76.X, Inspecteur des Finances

**25. Ministère de la Réforme de l'Administration et de la Transparence de la Vie publique :**

- Monsieur **Moctar FOFANA**, N°Mle 983-51.T, Inspecteur des Finances

**26. Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille :**

- Madame **Aissata Hamar TRAORE**, N°Mle 0122-482.J, Inspecteur des Services économiques

**27. Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme :**

- Madame **WAIGALO Mariam COULIBALY**, N°Mle 0118-307.P, Inspecteur des Finances

**28. Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine :**

- Madame **CAMARA Adama SANOGO**, N°Mle 389-97.K, Inspecteur des Finances

**29. Ministère des Affaires religieuses et du Culte :**

- Monsieur **Aliou MANGARA**, N°Mle 901-67.L, Inspecteur des Services économiques

**30. Ministère des Mines et du Pétrole :**

- Monsieur **Mohamed SISSOKO**, N°Mle 0116-363.F, Inspecteur des Finances

**31. Ministère des Sports :**

- Monsieur **Abdoul Karim KONE**, N°Mle 0103-940.N, Inspecteur des services économique.

**Article 2** : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0145/P-RM DU 04 MARS 2019 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL DE L'ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°06-046 du 05 septembre 2006 portant création de l'Ecole nationale d'Administration ;

Vu le Décret n°07-174/P-RM du 30 mai 2007 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Ecole nationale d'Administration ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Monsieur **Mohamed TRAORE**, N°Mle 903-28.S, Professeur de l'Enseignement supérieur, est nommé **Directeur général** de l'Ecole nationale d'Administration.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0146/P-RM DU 04 MARS 2019 PORTANT RECTIFICATIF AU DECRET N°2018-0864/P-RM DU 08 NOVEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2018-0864/P-RM du 08 novembre 2018 portant nomination au Ministère des Mines et du Pétrole ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** L'article 1er du Décret n°2018-0864/P-RM du 08 novembre 2018, susvisé, est rectifié :

**Lire :**

- Monsieur **Boubacar SISSOKO**, N°Mle 931-00 K, Inspecteur de la Jeunesse et des Sports ;

**Au lieu de :**

-Monsieur **Boubacar SISSOKO**, Journaliste.

**Le reste sans changement.**

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre des Mines et du Pétrole,**  
**Madame LELENTA Hawa Baba BA**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0147/P-RM DU 04 MARS 2019  
AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE  
FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Draman TOUMANA**, né le 1er juillet 1977 en République du Togo, de Oumarou et de Salamata MOUMOUNI, Juriste, domicilié à Bamako aux 300 logements de Garantiguibougou, porte 273 chez Sory BORE, est autorisé à prendre le nom de famille **BORE** en remplacement du nom de famille **TOUMANA**.

**Article 2 :** Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Tièna COULIBALY**

-----  
**DECRET N°2019-0148/P-RM DU 04 MARS 2019  
AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE  
FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Saïllia KEITA**, né vers 1954 à Balan Comana, Cercle de Kangaba, de feu Namissa et de Diaba COULIBALY, Professeur de l'Enseignement secondaire, domicilié à Sébénicoro secteur II, rue 120, porte 14, Bamako, est autorisé à prendre le nom de famille **TOURE** en remplacement du nom de famille **KEITA**.

**Article 2 :** Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,  
Garde des Sceaux,  
Tièna COULIBALY**

-----

**DECRET N°2019-0149/P-RM DU 04 MARS 2019  
AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE  
FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Fousseyni DEMBELE**, né le 04 février 1980 à Ségou, de Yacouba et de Alima N'DAO, Maréchal des Logis Chef (MDL/C), en service à la Brigade territoriale de la Gendarmerie de Kati, domicilié à Kati, est autorisé à prendre le nom de famille **TRAORE** en remplacement du nom de famille **DEMBELE**.

**Article 2 :** Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,  
Garde des Sceaux,  
Tièna COULIBALY**

**DECRET N°2019-0150/P-RM DU 04 MARS 2019  
AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE  
FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Boubacar Mahamane CISSE**, né vers 1976 à Tombouctou, de Mahamane et de Fadimata CISSE, Secrétaire général de la Mairie de la Commune rurale de Salam, domicilié à Sankoré, Tombouctou chez lui-même, est autorisé à prendre le nom de famille **MAIGA** en remplacement du nom de famille **CISSE**.

**Article 2 :** Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,  
Garde des Sceaux,  
Tièna COULIBALY**

-----

**DECRET N°2019-0151/P-RM DU 04 MARS 2019  
AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE  
FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont autorisées à prendre le nom de famille **TRAORE** en remplacement du nom de famille **DIABATE**, les personnes ci-après :

**Dramane DIABATE :** né vers 1945 à Bamako, fils des feus Alama Diabaté et Kotete BAGAYOKO, Technicien des Ponts et Chaussées, domicilié à l'Hippodrome rue 238, porte 690, Bamako ;

**Birahima DIABATE :** né le 15 mars 1948 à Bamako, fils des feus Alama et Kotete BAGAYOKO, Trésorier comptable à la retraite domicilié à l'Hippodrome, rue 238, porte 690, Bamako ;

**Issiaka DIABATE :** né le 15 mars 1959 à Bamako, fils des feus Alama DIABATE et Kotete BAGAYOKO, Employé de Commerce, domicilié à l'Hippodrome, rue 238, porte 690, Bamako ;

**Bamody DIABATE :** né le 02 juin 1979 à Bamako, fils des feus Ibrahimia et Assétou N'DIAYE, demeurant à l'Hippodrome rue 238, porte 690, Bamako ;

**Mama DIABATE :** née le 07 Aout 1981 à Bamako, fille des feus Ibrahimia et Assétou N'DIAYE, domiciliée à l'Hippodrome, rue 238, porte 690, Bamako ;

**Mamadou DIABATE :** né le 09 novembre 1984 à Bamako, fils des feus Ibrahimia et Assétou N' DIAYE, domicilié à l'Hippodrome, rue 238, porte 690, Bamako ;

**Bamadani DIABATE :** né le 28 juin 1982 à Bamako, fils de Birahima Alama et de Mariam BERTHE demeurant à l'Hippodrome, rue 238, porte 690 Bamako ;

**Balla Moussa DIABATE :** né le 01 janvier 1992 à Bamako, fils de Birahima Alama DIABATE, et de Mariam BERTHE, demeurant à l'Hippodrome, rue 238, porte 690, Bamako ;

**Coumba DIABATE :** née le 02 mars 1980 à Bamako, fille de Dramane et de feu Danté TOUNKARA, demeurant à l'Hippodrome, rue 238, porte 690, Bamako ;

**Seyba DIABATE :** né le 19 avril 1990 à Bamako, fils de Dramane et de Doussou KANTE, demeurant à l'Hippodrome, rue 238, porte 690 à Bamako ;

**Tou DIABATE :** née le 20 mai 1995 à Bamako, fille de Dramane et de Doussou KANTE, demeurant à l'Hippodrome, rue 238, porte 690, Bamako ;

**Ibou DIABATE :** né le 03 juillet 1997 à Bamako, fils de Dramane et de Doussou KANTE, demeurant à l'Hippodrome, rue 238, porte 690, Bamako.

**Aïda DIABATE :** née le 12 Avril 1992 à Bamako, fille de Dramane et de Doussou KANTE, demeurant à l'Hippodrome rue 238, porte 690, Bamako ;

**Yamoussa DIABATE :** né le 31 décembre 1994 à Bamako, fils de Issiaka et de Fanta KONE, demeurant à l'Hippodrome, rue 238, porte 690, Bamako.

**Article 2 :** Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Tièna COULIBALY**

-----  
**DECRET N°2019-0152/P-RM DU 04 MARS 2019**  
**AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE**  
**FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont autorisées à prendre le nom de famille **TRAORE** en remplacement du nom de famille **DIABATE**, les personnes ci-après :

**Souleymane DIABATE :** né en 1943 à Mopti, fils des feus Lamine et Aissata KOUMARE, Enseignant à la retraite, domicilié à Sogoniko, Bamako ;

**Bakary DIABATE** : né vers 1945 à Mopti, fils des feus Lamine et Assétou SY, Commerçant, domicilié à Sogoniko, Bamako ;

**Amadou DIABATE** : né vers 1947 à Mopti, fils des feus Lamine et Assétou SY, Enseignant à la retraite, domicilié à Sogoniko, Bamako ;

**Fatoumata DIABATE** : née vers 1950 à Mopti, fille des feus Lamine et Assétou SY, Ménagère, domiciliée à Sogoniko, Bamako ;

**Amadou DIABATE** : né en 1984 à Mopti, fils de Bakary et de Fatoumata KOITA, Tailleur, domicilié à Mopti-Toguel ;

**Lamine DIABATE** : né en 1987 à Mopti, fils de Bakary et de Fatoumata KOITA, Commerçant détaillant à Mopti-Toguel ;

**Souleymane DIABATE** : né en 1990 à Mopti, fils de Bakary et de Fatoumata KOITA, Agent de Santé à Mopti-Toguel.

**Article 2** : Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Tièna COULIBALY**

-----  
**DECRET N°2019-0153/P-RM DU 04 MARS 2019**  
**AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE**  
**FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE** :

**Article 1er** : Sont autorisées à prendre le nom de famille **TRAORE** en remplacement du nom de famille **DIABATE**, les personnes ci-après :

**Abdoul Salam DIABATE** : né vers 1948 à Bamako, fils des feus Abdoulaye dit Laye et Malado DOUMBIA, Enseignant, domicilié à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Seydou DIABATE** : né vers 1952 à Bamako, fils des feus Abdoulaye dit Laye et Malado DOUMBIA, Employé de Commerce, domicilié à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Moussa DIABATE** : né en 1952 à Bamako, fils des feus Abdoulaye dit Laye et Korotoumou SACKO, Employé de Commerce, domiciliée à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Djeneba DIABATE** : née vers 1954 à Bamako, fille des feus Abdoulaye dit Laye et Mariam KANTE, Ménagère, domiciliée à Bamako, Hamdallaye, rue 34, porte 407 ;

**Diakaridia DIABATE** : né vers 1955 à Bamako, fils des feus Abdoulaye dit Laye et Malado DOUMBIA, Employé de Commerce, domicilié à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Kadiatou DIABATE** : née vers 1955 à Bamako, fille des feus Abdoulaye dit Laye et Mariam KANTE, Ménagère, domiciliée à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Fatoumata DIABATE** : née vers 1958 à Bamako, fille des feus Abdoulaye dit Laye et Malado DOUMBIA, Ménagère, domiciliée à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Yayah DIABATE** : né vers 1958 à Bamako, fils des feus Abdoulaye dit Laye et Mariam KANTE, Transporteur, domicilié à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Korotoumou DIABATE** : née vers 1963 à Bamako, fille des feus Abdoulaye dit Laye et de Korotoumou SACKO, Monitrice de Jardin d'Enfants, domiciliée à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Rokia DIABATE** : née vers 1965 à Bamako, fille des feus Abdoulaye dit Laye et Mariam KANTE, Ménagère, domiciliée à Hamdallaye, rue 34 porte 407, Bamako ;

**Seybou DIABATE** : né vers 1968 à Bamako, fils des feus Abdoulaye dit Laye et Mariam KANTE, Etudiant, domicilié à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Diaratou DIABATE** : née vers 1969 à Bamako, fille des feus Abdoulaye dit Laye et Malado DOUMBIA, Secrétaire Dactylo à Hamdallaye, rue 34, porte407, Bamako ;

**Mahawa DIABATE** : née le 13 aout 1975 à Bamako, fille des feus Abdoulaye dit Laye et Mariam KANTE, Ménagère, domiciliée à Hamdallaye, rue 34, porte 407 Bamako ;

**Moussa DIABATE** : né le 02 avril 1982 à Bamako, fils des feus Abdoulaye dit Laye et de Malado DOUMBIA, Contrôleur des Finances, domicilié à Hamdallaye, rue 34, porte407, Bamako ;

**Aminata DIABATE** : née vers 1985 à Bamako, fille des feus Abdoulaye dit Laye DIABATE et Kani DIAWARA, Commerçante à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Woulematou DIABATE** : née vers 1988 à Bamako, fille des feus Abdoulaye dit Laye et de Kani DIAWARA, Aide comptable à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Sétou DIABATE** : née en 1990 à Bamako, fille des feus Abdoulaye dit Laye et de Kani DIAWARA, Coiffeuse à Hamdallaye, rue 34 porte 407, Bamako ;

**Abdoulaye DIABATE DIT Mamoutou** : né vers 1977 à Bamako, fils de feu Adama et de Sali CAMARA Technicien à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Mahawa DIABATE** : née vers 1979 à Bamako, fille de feu Adama et de Yao Joséphine, Ménagère à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Abdoul Salam DIABATE** : né vers 1995 à Bamako, fils de feu Adama et de Kassoum Lamatou OUATTARA, Mécanicien Auto à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Abdoul Salam DIABATE** : né vers 1979 à Bamako, fils des feus Soumaïla et Mariam TOURE, Informaticien à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Fatoumata DIABATE** : née le 27 mars 1979 à Bamako, fille de Abdoul Salam et de Nana SY, Ménagère à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Mamadou Abdoul DIABATE** : né le 20 mai 1980 à Bamako, fils de Abdoul Salam et de Nana SY, Assistant administratif à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Ousmane DIABATE** : né le 28 mars 1982 à Bamako, fils de Abdoul Salam et de Nana SY, Electronicien, domicilié à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako ;

**Amadou DIABATE** : né le 06 septembre 1990 à Bamako, fils de Diakaridia et de Assitan TRAORE, Animateur, domicilié à Hamdallaye, rue 34, porte 407, Bamako.

**Article 2** : Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,  
Garde des Sceaux,  
Tièna COULIBALY**

-----

**DECRET N°2019-0154/P-RM DU 04 MARS 2019  
AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE  
FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Sont autorisées à prendre le nom de famille **TRAORE** en remplacement du nom de famille **DIABATE**, les personnes ci-après :

**Abou Bakar Sidiki DIABATE** : né vers 1950 à Bamako, fils de feu Toumani et de feu Waradjé DIABATE, Cadre de Banque, domicilié à Bamako Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07, Bamako ;

**Moussa DIABATE** : né vers 1964 à Bamako, fils des feus Toumani et Fanta BAGAYOKO, Imprimeur, domicilié à Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 7, Bamako ;

**Abdoulaye DIABATE** : né vers 1955 à Bamako, fils de Siaka et de Ami KOUMARE, Comptable à la SONATAM, domicilié à Bamako, Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07, Bamako ;

**Mamadou DIABATE** : né vers 1957 à Bamako, fils de Siaka et de Ami KOUMARE, Agent municipal, domicilié à Bamako, Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07, Bamako ;

**Hawa DIABATE** : née le 21 mai 1959 à Bamako, fille de Siaka et de Ami KOUMARE, Infirmière, domiciliée à Bamako, Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07, Bamako ;

**Labasse DIABATE** : né vers 1967 à Bamako, fils de Siaka et de Ami KOUMARE, Employé de Commerce, domicilié à Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07, Bamako ;

**Maïmouna DIABATE** : née en 1969 à Bamako, fille de Siaka et de Ami KOUMARE, Agent PMU Mali à Bamako, Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07, Bamako ;

**Alassane DIABATE** : né vers 1971 à Bamako, fils de Siaka et de Ami KOUMARE, Plombier, domicilié à Bamako, Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07, Bamako ;

**Aïssata DIABATE** : née le 06 Août 1976 à Bamako, fille de Siaka et de Ami KOUMARE, Infirmière, domiciliée à Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07, Bamako ;

**Sékou DIABATE** : né vers 1978 à Bamako, fils de Siaka et de Ami KOUMARE, Comptable, domicilié à Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07, Bamako ;

**Fatoumata DIABATE** : née en 1980 à Bamako, fille de Siaka et de Aminata DIABATE, Agent commercial, domiciliée à Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07, Bamako ;

**Aminata DIABATE** : née le 15 octobre 1989 à Bamako, fils de Siaka et de Aminata DIABATE, Restauratrice, domiciliée à Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 7, Bamako ;

**Ibrahima Kolè DIABATE** : né le 12 juin 1989 à Bamako, fils de Siaka et de Aminata DIABATE, Economiste, domicilié à Dravéla-Bolibana rue 397, porte 7 ;

**Issiaka DIABATE** : né le 28 août 1978 à Bamako, fils de Aboubacar Sidiki et de Aïssata DIAKITE, Agent commercial à Bamako, Dravéla-Bolibana rue 397, porte 7 ;

**Aminata DIABATE** : née le 10 Juin 1991 à Bamako, fille de Aboubacar Sidiki et de Aïssata DIAKITE, Ménagère, domiciliée à Bamako, Dravéla-Bolibana rue 397, porte 7 ;

**Abdoul Karim ABOU DIABATE** : né le 27 juillet 1981 à Bamako, fils de Aboubacar Sidiki et de Aïssata DIAKITE, Economiste, demeurant à Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07, Bamako ;

**Idrissa DIABATE** : né le 02 août 1979 à Bamako, fils des feus Sékou et Sitan DOUMBIA, Employé de Commerce, domicilié à Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07, Bamako ;

**Ousmane DIABATE** : né le 25 octobre 1982 à Bamako, fils des feus Sékou et Sitan DOUMBIA, Employé de Commerce domicilié à Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07 Bamako ;

**Abou Bakar Sidiki DIABATE** : né le 27 juin 1984 à Bamako, fils des feus Sékou DIABATE et Sitan DOUMBIA, Employé de Commerce domicilié à Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07, Bamako ;

**Cheick Oumar DIABATE** : né le 12 Octobre 1985 à Bamako, fils des feus Sékou et Sitan DOUMBIA, Menuisier métallique, domicilié à Dravéla-Bolibana, rue 397, porte 07, Bamako.

**Article 2** : Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Tièna COULIBALY**

-----  
**DECRET N°2019-0155/P-RM DU 04 MARS 2019**  
**AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE**  
**FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Sont autorisées à prendre le nom de famille **TRAORE** en remplacement du nom de famille **DIABATE**, les personnes ci-après :

**Broulaye dit Abdoulaye DIABATE** : né le 31 décembre 1938 à Kayes, fils des feus Ibrahim et Bakoné DIARRA, Journaliste, domicilié à Dravéla rue 364, porte 182, Bamako ;

**Moussa DIABATE** : né vers 1944 à Bamako, fils des feus Ibrahima et Bakoné DIARRA, Docteur biologiste, domicilié à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Yacouba DIABATE** : né vers 1947 à Bamako, fils des feus Ibrahima et Bakoné DIARRA, Agent administratif, domicilié à Dravéla rue 364, porte 182, Bamako ;

**Aminata DIABATE** : née le 21 février 1947 à Bamako, fille des feus Ibrahima et Safiatou OUATTARA, Ménagère, domiciliée à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Mamoussotié dite Fanta DIABATE** : née le 12 janvier 1949 à Bamako, fille des feus Ibrahima et de Bakoné DIARRA, Ménagère, domiciliée à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Tahirou DIABATE** : né le 24 novembre 1951 à Dakar (République du Sénégal), fils des Ibrahima et Fanta BAKAYOKO, Comptable à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Assétou DIABATE** : née vers 1952 à Dakar (République du Sénégal), fille des feus Ibrahima et Bakoné DIARRA, Enseignante, domiciliée à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Aminata DIABATE** : née vers 1955 à Dakar (République du Sénégal), fille des feus Ibrahima et Bakoné DIARRA, Comptable, domiciliée à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Mariam DIABATE** : née le 01 mars 1955 à Dakar (République du Sénégal), fille de feu Ibrahima et de Bintou BERTHE, Professeur de l'Enseignement, domiciliée à Bamako, Dravéla, S/C Broulaye DIABATE, Journaliste ;

**Abdoulaye DIABATE** : né vers 1956 à Dakar (République du Sénégal), fils des feus Ibrahima et Fatoumata BAKAYOKO, Agent d'Assurances, domicilié à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Idrissa DIABATE** : né le 14 juin 1957 à Dakar (République du Sénégal), fils de feu Ibrahima et de Bintou BERTHE, Promoteur d'Auto-école, domicilié à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Sékou DIABATE** : né en 1958 à Dakar (République du Sénégal), fils des feus Ibrahima et Fatoumata BAKAYOKO, Economiste, domicilié à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Abdoul Karim DIABATE** : né le 12 décembre 1962 à Dakar (République du Sénégal), fils de feu Ibrahima et de Bintou BERTHE, Moniteur de Conduite d'Auto-école, domicilié à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Aminata DIABATE** : née vers 1946 à Bamako, fille des feus EL Hadji Ibrahima et Fanta BAKAYOKO, Ménagère à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako.

**Article 2** : Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahima Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Tièna COULIBALY**

-----  
**DECRET N°2019-0156/P-RM DU 04 MARS 2019**  
**AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE**  
**FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Sont autorisées à prendre le nom de famille **TRAORE** en remplacement du nom de famille **DIABATE**, les personnes ci-après :

**Diaratou DIABATE** : née vers 1958 à Bamako, fille de Mamadou et de Fanta DOUMBIA, Ménagère, domiciliée à Bamako Hamdallaye ;

**Aïssata DIABATE** : née en 1967 à Bamako, fille de Mamadou et de Ténin DIABATE, Ménagère, domiciliée à Bamako, Hamdallaye ;

**Diaratou DIABATE** : née en 1993 à Kayes, fille de Mamadou et de Awa Kanté, Ménagère à Kayes.

**Article 2** : Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,  
Garde des Sceaux,  
Tièna COULIBALY**

-----

**DECRET N°2019-0157/P-RM DU 04 MARS 2019  
AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE  
FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°201-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Sont autorisées à prendre le nom de famille **TRAORE** en remplacement du nom de famille **DIABATE**, les personnes ci-après :

**Fatimata DIABATE** : née vers 1949 à Bamako, fille des feus Sékou et Korotoumou CISSOKO, Ménagère, domiciliée à Bamako, Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Moussa DIABATE** : né vers 1950 à Bamako, fils des feus Sékou et Mahawa DIAWARA, Inspecteur des Douanes, domicilié à Bamako, Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Mariam DIABATE** : née vers 1954 à Bamako, fille de feu Sékou et de Assitan OUONOGO, Employée de Bureau, domiciliée à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Soumaila DIABATE** : né vers 1955 à Bamako, fils des feus Sékou et Mariétou DEMBELE, Employé de Commerce, domicilié à Bamako, Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Fanta DIABATE** : née vers 1956 à Bamako, fille de feu Sékou et de Assitan OUONOGO, Ménagère, domicilié à Bamako, Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Maimouna DIABATE** : née vers 1957 à Bamako, fille des feus Sékou et Mahawa DIAWARA, Infirmière d'Etat, domiciliée à Dravéla rue 364, porte 182, Bamako ;

**Korotoumou DIABATE** : née en 1958 à Bamako, fille de feu Sékou et de Assitan OUONOGO, Ménagère, domicilié à Bamako Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Ibrahima DIABATE** : né en 1960 à Bamako, fils des feus Sékou et Mahawa DIAWARA, Opérateur économique, domicilié à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Ibrahima DIABATE** : né vers 1962 à Bamako, fils des feus Sékou et Mariétou DEMBELE, Imprimeur, domicilié à Bamako, Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Ousmane DIABATE** : né vers 1966 à Bamako, fils des feus Sékou et Mariétou DEMBELE, Menuisier métallique, domicilié à Bamako, Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Moussa DIABATE** : né vers 1968 à Bamako, fils des feus Sékou et Mariétou DEMBELE, Technicien en Froid, domicilié à Bamako, Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Mahawa DIABATE** : née le 25 juin 1975 à Bamako, fille des feus Sékou et Mariétou DEMBELE, Juriste à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako ;

**Adama DIABATE**: né en 1980 à Bamako, fils des feus Mohamed Idrissa et Bana TOURE, Commerçant à Dravéla, rue 364, porte 182, Bamako.

**Article 2** : Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,  
Garde des Sceaux,  
Tièna COULIBALY**

-----

**DECRET N°2019-0158/P-RM DU 04 MARS 2019  
AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE  
FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont autorisées à prendre le nom de famille **SANOGO** en remplacement du nom de famille **KOUYATE**, les personnes ci-après :

Monsieur **Kalifa KOUYATE**, né le 19 août 1985 à Bamako, de feu Dramane et de Oumou COULIBALY, Sergent de Police, domicilié à Ouézzindougou, chez feu Dramane KOUYATE ;

Monsieur **Seydou KOUYATE**, né le 27 juillet 1970 à Bamako, de feu Dramane et de Oumou COULIBALY, Commerçant, domicilié à Ouézzindougou ;

Monsieur **Bourama KOUYATE**, né le 16 septembre 1976 à Bamako, de feu Dramane et de Oumou COULIBALY, Aide comptable, domicilié à Ouézzindougou ;

Madame **Rokia KOUYATE**, née le 12 mars 1976 à Bamako, de feu Dramane et de Kadiatou COULIBALY, Ménagère, domiciliée à Ouézzindougou ;

Madame **Konimba KOUYATE**, née le 09 septembre 1977 à Bamako, de feu Dramane et de Kadiatou COULIBALY, Ménagère, domiciliée à Ouézzindougou ;

Madame **Aminata KOUYATE**, née le 20 juin 1977 à Bamako, de feu Dramane et de Oumou COULIBALY, Enseignante, domiciliée à Ouézzindougou ;

Monsieur **Mamadou KOUYATE**, né le 29 juin 1968 à Bamako, de feu Dramane et de Oumou COULIBALY, Chauffeur, domicilié à Ouézzindougou ;

Monsieur **Moussa KOUYATE**, né le 11 février 1990 à Bamako, de feu Dramane et de Oumou COULIBALY, Electricien, domicilié à Ouézzindougou ;

Monsieur **Django KOUYATE**, né le 10 mai 1988 à Bamako, de feu Dramane et de Oumou COULIBALY, Electricien, domicilié à Ouézzindougou ;

Monsieur **Adama KOUYATE**, né le 15 avril 1997 à Bamako, de Bourama et de Ramata SISSOKO, domicilié à Ouézzindougou ;

Madame **Fatoumata KOUYATE**, née le 13 février 1998 à Bamako, de Bourama et de Ramata SISSOKO, domiciliée à Ouézzindougou ;

Monsieur **Madou KOUYATE**, né le 08 avril 1996 à Bamako, de Django et de Djénéba COULIBALY, domicilié à Ouézzindougou ;

Madame **Aïssata KOUYATE**, née le 06 septembre 1998 à Bamako, de Django et de Djénéba COULIBALY, domiciliée à Ouézzindougou ;

Monsieur **Diakaridia KOUYATE**, né le 09 juillet 1990 à Bamako, de Seydou et de Fanta KONATE, domicilié à Ouézzindougou.

**Article 2 :** Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Tièna COULIBALY**

-----  
**DECRET N°2019-0159/P-RM DU 04 MARS 2019**  
**AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE**  
**FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont autorisées à prendre le nom de famille **TRAORE** en remplacement du nom de famille **DIABATE**, les personnes ci-après :

**Mamadou DIABATE :** né le 04 août 1958 à Kayes, fils des feus Kollè et Djénéba COULIBALY, Employé de Commerce, domicilié à Kayes-Liberté ;

**Seydou DIABATE** : né le 10 octobre 1989 à Kayes, fils de Mamadou et de Koudédia DEMBELE, Commerçant à Kayes-Liberté ;

**Aminata DIABATE** : née le 22 juin 1992 à Kayes, fille de Mamadou et de Koudédia DEMBELE, domiciliée à Kayes-Liberté ;

**Soungalo DIABATE** : né le 23 novembre 1993 à Kayes, fils de Mamadou et Koudédia DEMBELE, Etudiant en Histoire et Géographie, domicilié à Kayes-Liberté.

**Article 2** : Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,  
Garde des Sceaux,  
Tièna COULIBALY**

-----

**DECRET N°2019-0160/P-RM DU 04 MARS 2019  
AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE  
FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Sont autorisées à prendre le nom de famille **SOGOBA** en remplacement du nom de famille **LANDOURE**, les personnes ci-après :

**Monsieur N'Dié LANDOURE**, né vers 1943 à Djenné, des feus Binké et Tah LANDOURE, Comptable, domicilié à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Madame Aïssata LANDOURE**, née le 27 juin 1968 à Bamako, de N'Dié et de Mariam BOCOUM, domiciliée à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Madame Dicko LANDOURE**, née le 02 octobre 1973 à Bamako, de N'Dié et de Mariam BOCOUM, domiciliée à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Monsieur Alassane LANDOURE**, né le 19 septembre 1974 à Bamako, de N'Dié et de Mariam BOCOUM, domicilié à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Monsieur Abdrahamane LANDOURE**, né le 20 juillet 1975 à Bamako, de N'Dié et de Mariam BOCOUM, domicilié à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Madame Fanta Nématou LANDOURE**, née le 29 novembre 1977 à Bamako, de N'Dié et de Mariam BOCOUM, domiciliée à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Monsieur Beïdy LANDOURE**, né le 12 août 1978 à Bamako, de N'Dié et de Aïssata LANDOURE, domicilié à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Madame Maïmouna dite Teïdo LANDOURE**, née le 03 mai 1980 à Bamako, de N'Dié et de Mariam BOCOUM, domiciliée à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Madame Kadidia LANDOURE**, née le 27 novembre 1980 à Bamako, de N'Dié et de Aïssata LANDOURE, domiciliée à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Mademoiselle Oumou LANDOURE**, née le 25 octobre 1981 à Bamako, de N'Dié et de Mama TRAORE, domiciliée à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Monsieur Kolado LANDOURE**, né le 23 décembre 1983 à Bamako, de N'Dié et de Aïssata LANDOURE, domicilié à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Monsieur Mohamed LANDOURE**, né le 20 janvier 1989 à Bamako, de N'Dié et de Aïssata LANDOURE, domicilié à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Monsieur Nouhoum LANDOURE**, né le 20 novembre 1989 à Bamako, de N'Dié et de Mariam BOCOUM, domicilié à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Mademoiselle Dy dite Rokia LANDOURE**, née le 26 février 1990 à Bamako, de N'Dié et de Aïssata LANDOURE, domiciliée à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Mademoiselle Fatoumata dite Dada LANDOURE**, née le 27 avril 1993 à Bamako, de N'Dié et de Aïssata LANDOURE, domiciliée à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako ;

**Monsieur Abdoulaye LANDOURE**, né le 24 avril 1994 à Bamako, de N'Dié et de Aïssata LANDOURE, domicilié à Kalaban-Coura, rue 36, porte 265, Bamako.

**Article 2** : Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,  
Garde des Sceaux,  
Tièna COULIBALY**

-----

**DECRET N°2019-0161/P-RM DU 04 MARS 2019  
AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE  
FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Sont autorisées à prendre le nom de famille **TRAORE** en remplacement du nom de famille **DIABATE**, les personnes ci-après :

**Ramatou DIABATE** : née en 1946 à Kayes, fille de feu Tiémoko et de Bassa DOUMBIA, domiciliée, à Kayes-Liberté ;

**Mamadou DIABATE** : né en 1947 à Kayes, fils de feu Tiémoko et de Fanta DOUMBIA, Employé de commerce, domicilié à Kayes-Liberté ;

**Kouradjè DIABATE** : née vers 1949 à Kayes, fille de feu Tiémoko et de Fanta DOUMBIA, Ménagère, domiciliée à Kayes-Liberté ;

**Djénèba DIABATE** : née vers 1953 à Bamako, fille de feu Tiémoko et de Sitan DIAWARA, Ménagère, domiciliée à Kayes-Liberté ;

**Maimouna DIABATE** : née en 1954 à Kayes, fille de feu Tiémoko et de Fanta DOUMBIA, Ménagère, domiciliée à Kayes-Liberté ;

**Ramata DIABATE** : née vers 1960 à Kayes, fille de feu Tiémoko et de Fanta KANTE, Ménagère, domiciliée à Kayes-Liberté ;

**Soumana OUSMANE DIABATE** : né vers 1965 à Kayes, fils de feu Tiémoko et de Sitan DIAWARA, Technicien agronome, domicilié à Kangaba ;

**Maïmouna DIABATE** : née en 1972 à Kayes, fille de feu Tiémoko et de Fanta KANTE, Ménagère à Kayes ;

**Binta DIABATE** : née vers 1970 à Kayes, fille de feu Tiémoko et de Fanta KANTE, Ménagère domicilié à Kayes-Liberté ;

**Moussa DIABATE** : né en 1966 à Kayes, fils de feu Broulaye et de Minata SOUMAORO, domicilié à Bamako Dravéla rue 366, porte 411, Bamako ;

**Salifou DIABATE** : né en 1968 à Kayes, fils de feu Broulaye et de Minata SOUMAORO, Commerçant à Kayes-Liberté ;

**Minata DIABATE** : née en 1970 à Kayes, de feu Broulaye et de Fadima GAKOU, Ménagère à Kayes ;

**Kadia DIABATE** : née en 1970 à Kayes, de feu Broulaye et de Minata SOUMAORO, Ménagère domiciliée à Kayes ;

**Mariam DIABATE** : née en 1972 à Kayes, fille de feu Broulaye et de Fadima GAKOU, Ménagère domiciliée à Kayes-Liberté ;

**Mamadou DIABATE** : né en 1974 à Kayes, fils de feu Broulaye et de Fadima GAKOU, Commerçant à Kayes ;

**Lemou DIABATE** : née en 1976 à Kayes, fille de feus Broulaye et de Minata SOUMAORO, ménagère à Kayes ;

**Seydou DIABATE** : né en 1976 à Kayes, de feu Broulaye et de Fadima GAKOU, Cadre supérieur de Banque à Kayes ;

**Ibrahim DIABATE** : né en 1980 à Kayes, fils de feu Broulaye et de Fadima GAKOU, Commerçant à Kayes-Liberté ;

**Bassa DIABATE** : née vers 1981 à Kayes, fille de feu Broulaye et de Minata SOUMAORO, Ménagère à Kayes ;

**Mansou DIABATE** : née en 1975 à Bamako, fille de feu Salifou et de Fanta BAKAYOKO, Ménagère à Bamako ;

**Fanta DIABATE** : née vers 1958 à Kayes, fille de feu Salifou et de Noumouténé DIABATE, Ménagère à Kayes-Liberté ;

**Bassa DIABATE** : née en 1982 à Bamako, fille de feu Salifou et de Kadiatou SOUMAORO, Ménagère à Bamako ;

**Famoussa DIABATE** : né en 1967 à Bamako, fils de feu Madou et de Fanta DOUMBIA, Ouvrier à Bamako ;

**Bintou DIABATE** : née en 1974 à Paris, France, de feu Bourama et de Minata BAKAYOKO, Agent administratif à Paris, Épinay sur Seine ;

**Laye DIABATE** : né en 1978 à Paris, fils de feu Bourama et de Minata BAGAYOKO, agent administratif à Paris, Epinay sur Seine ;

**Fatoumata DIABATE** : née en 1980 à Bamako, fille de Bakari et de Korotoumou KANTE, domiciliée à Paris, France ;

**Minata DIABATE** : née en 1990 à Kayes, fille de Vlanardou et Awa KANTE, ménagère à Kayes ;

**Fanta DIABATE** : née en 1994 à Kayes, fille de Mamadou et de Toutou SOUCKO, ménagère à Kayes.

**Article 2** : Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Tièna COULIBALY**

-----

**DECRET N°2019-0162/P-RM DU 04 MARS 2019**  
**AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE**  
**FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE** :

**Article 1er** : Sont autorisées à prendre le nom de famille **DIAKITE** en remplacement du nom de famille **FOMBA**, les personnes ci-après :

**Monsieur Ousmane FOMBA**, né vers 1946 à Kolongotomo, région de Ségou, des feus Sidy dit Ouodiouma et Fatoumata TOGOLA, Gendarme à la retraite, domicilié à Baco-djicoroni, rue 551, porte 11, Bamako ;

**Monsieur Aboubacar Sidiki FOMBA**, né le 25 novembre 1974 à Bamako, de Ousmane et de Aïché BAH, domicilié à Baco-djicoroni, rue 551, porte 11, Bamako ;

**Monsieur Al Hassane FOMBA**, né vers 1978 à Bamako, de Ousmane et de Aïché BAH, domicilié à Baco-djicoroni, rue 551, porte 11, Bamako ;

**Monsieur Mohamed Bachir FOMBA**, né le 04 septembre 1980 à Bamako, de Ousmane et de Aïché BAH, domicilié à Baco-djicoroni, rue 551, porte 11, Bamako ;

**Monsieur Ibrahim FOMBA**, né le 18 janvier 1984 à Bamako, de Ousmane et de Aïché BAH, domicilié à Baco-djicoroni, rue 551, porte 11, Bamako ;

**Monsieur Ahamed FOMBA**, né le 22 avril 1990 à Bamako, de Ousmane et de Aïché BAH, domicilié à Baco-djicoroni, rue 551, porte 11, Bamako ;

**Mademoiselle Oumou FOMBA**, née le 29 octobre 1991 à Bamako, de Ousmane et de Aïché BAH, domiciliée à Baco-djicoroni, rue 551, porte 11, Bamako ;

**Monsieur Modibo FOMBA**, né le 1er novembre 1993 à Bamako, de Ousmane et de Aïché BAH, domicilié à Baco-djicoroni, rue 551, porte 11, Bamako.

**Article 2** : Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Tièna COULIBALY**

-----

**DECRET N°2019-0163/P-RM DU 04 MARS 2019  
AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE  
FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Sont autorisées à prendre le nom de famille **TOURE** en remplacement du nom de famille **BAMBERA**, les personnes ci-après :

**Monsieur Sékou BAMBERA**, né le 31 décembre 1971 à Kondo, Cercle de Koulikoro, des feus Mamadou et Fatoumata TRAORE, Employé de commerce, domicilié à Doumanzana près de l'Ecole « ANANI », chez son feu père, Bamako ;

**Mademoiselle Bintou BAMBERA**, née le 23 mai 1976 à Bamako, des feus Mamadou et Fatoumata TRAORE, domiciliée à Doumanzana près de l'école « ANANI », chez son feu père, Bamako ;

**Monsieur Mamoutou BAMBERA**, né le 18 juin 1980 à Bamako, des feus Mamadou et Fatoumata TRAORE, domicilié à Doumanzana près de l'Ecole « ANANI », chez son feu père, Bamako ;

**Monsieur Gaoussou BAMBERA**, né le 05 août 1985 à Bamako, des feus Mamadou et Fatoumata TRAORE, domicilié à Doumanzana près de l'Ecole « ANANI », chez son feu père, Bamako ;

**Mademoiselle Assitan BAMBERA**, née le 30 décembre 1990 à Bamako, des feus Mamadou et Fatoumata TRAORE, domiciliée à Doumanzana près de l'Ecole « ANANI », chez son feu père, Bamako ;

**Monsieur Alou BAMBERA**, né le 18 août 1991 à Bamako, des feus Mamadou et Fatoumata TRAORE, domicilié à Doumanzana près de l'Ecole « ANANI », chez son feu père, Bamako ;

**Monsieur Lamine BAMBERA**, né le 07 mai 2005 à Bamako, de Sékou et de Adiaratou TRAORE, domicilié à Doumanzana près de l'Ecole « ANANI », Bamako.

**Article 2** : Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Tièna COULIBALY**

-----

**DECRET N°2019-0164/P-RM DU 04 MARS 2019  
AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE  
FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Sont autorisées à prendre le nom de famille **MALLE** en remplacement du nom de famille **COULIBALY MALLE**, les personnes ci-après :

**Monsieur Souleymane COULIBALY dit MALLE**, né le 24 janvier 1959 à Bamako, de feu Moussa et de Kankou TRAORE, Electricien domicilié à Kalaban Coura ACI, rue 573, porte 84 ;

Mademoiselle **Aoua COULIBALY MALLE**, née le 02 février 1988 à Bamako, de Souleymane et de Maïmouna TRAORE, domiciliée à Kalaban Coura ACI, rue 573, porte 84, chez son père ;

Monsieur **Moussa COULIBALY MALLE**, né le 07 avril 1990 à Bamako, de Souleymane et de Maïmouna TRAORE, domicilié à Kalaban Coura ACI, rue 573, porte 84, chez son père ;

Monsieur **Sékou COULIBALY MALLE**, né le 29 février 1992 à Bamako, de Souleymane et de Maïmouna TRAORE, domicilié à Kalaban Coura ACI, rue 573, porte 84, chez son père ;

Mademoiselle **Fatoumata COULIBALY MALLE**, née le 25 juillet 1994 à Bamako, de Souleymane et de Maïmouna TRAORE, domiciliée à Kalaban Coura ACI, rue 573, porte 84, chez son père ;

Monsieur **Mamadou COULIBALY MALLE**, né le 06 janvier 1998 à Bamako, de Souleymane et de Maïmouna TRAORE, domicilié à Kalaban Coura ACI, rue 573, porte 84, chez son père ;

Monsieur **Ibrahima COULIBALY MALLE**, né le 03 novembre 2002 à Bamako, de Souleymane et de Maïmouna TRAORE, domicilié à Kalaban Coura ACI, rue 573, porte 84, chez son père ;

Mademoiselle **Aïssata COULIBALY MALLE**, née le 11 septembre 2005 à Bamako, de Souleymane et de Maïmouna TRAORE, domiciliée à Kalaban Coura ACI, rue 573, porte 84, chez son père.

**Article 2** : Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Tièna COULIBALY**

-----

**DECRET N°2019-0165/P-RM DU 04 MARS 2019**  
**AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE**  
**FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Sont autorisées à prendre le nom de famille **KEITA** en remplacement du nom de famille **TOURE**, les personnes ci-après :

Monsieur **Toutou dit Boubacar TOURE**, né le 09 août 1962 à Kayes, de Makan et de Bintou SOUCKO, domicilié à Paparah, Commune rurale de Liberté Dembaya dans la Région de Kayes ;

Monsieur **Birama TOURE**, né le 02 mai 1962 à Kayes, de Makan et de Bintou SOUCKO, domicilié à Paparah, Commune rurale de Liberté Dembaya dans la Région de Kayes ;

Monsieur **Youcoulé TOURE**, né le 19 octobre 1964 à Paparah, de Bakary et de Siraba TOURE, domicilié à Paparah, Commune rurale de Liberté Dembaya dans la Région de Kayes ;

Monsieur **Djibril TOURE**, né le 05 juillet 1968 à Paparah, de Makan et de Bintou SOUCKO, domicilié à Paparah, Commune rurale de Liberté Dembaya dans la Région de Kayes ;

Monsieur **Salif TOURE**, né le 07 mai 1971 à Paparah, de Bandiougou et de Ami SOUCKO, domicilié à Paparah, Commune rurale de Liberté Dembaya dans la Région de Kayes ;

Monsieur **Youssouf Diango Makan TOURE**, né le 11 mai 1973 à Paparah, de Makan et de Bintou SOUCKO, domicilié à Paparah, Commune rurale de Liberté Dembaya dans la Région de Kayes ;

Monsieur **Abdoulaye TOURE**, né vers 1975 à Paparah, de Makan et de Bintou SOUCKO, domicilié à Paparah, Commune rurale de Liberté Dembaya dans la Région de Kayes ;

Monsieur **Bilaly TOURE**, né le 1er janvier 1976 à Paparah, de Makan et de Bintou SOUCKO, domicilié à Paparah, Commune rurale de Liberté Dembaya dans la Région de Kayes ;

Monsieur **Sayba TOURE**, né le 08 juin 1978 à Paparah, de Makan et de Bintou SOUCKO, domicilié à Paparah, Commune rurale de Liberté Dembaya dans la Région de Kayes ;

Monsieur **Mamoudou TOURE**, né le 07 février 1982 à Paparah, de Makan et de Bintou SOUCKO, domicilié à Paparah, Commune rurale de Liberté Dembaya dans la Région de Kayes ;

Madame **Fanta TOURE**, née le 25 mai 1985 à Paparah, de Yacoulé et de Mariam TOURE, domiciliée à Paparah, Commune rurale de Liberté Dembaya dans la Région de Kayes ;

Madame **Doussou TOURE**, née le 1er janvier 1988 à Paparah, de Makan et de Bintou SOUCKO, domiciliée à Paparah, Commune rurale de Liberté Dembaya dans la Région de Kayes ;

Monsieur **N’Faly TOURE**, né le 20 octobre 1988 à Paparah, de Bandiougou et de Ami SOUCKO, domicilié à Paparah, Commune rurale de Liberté Dembaya dans la Région de Kayes ;

Monsieur **Makan TOURE**, né le 14 septembre 1991 à Bougouni, de Boubacar et de Aoua SOUNTOURA, domicilié à Bamako ;

Monsieur **Cheick Tara TOURE**, né le 27 septembre 1994 à Sikasso, de Boubacar et de Aoua SOUNTOURA, domicilié à Bamako.

**Article 2 :** Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l’exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Tièna COULIBALY**

-----  
**DECRET N°2019-0166/P-RM DU 04 MARS 2019**  
**AUTORISANT UN CHANGEMENT DE NOM DE FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des Personnes et de la Famille ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont autorisées à prendre le nom de famille **TRAORE** en remplacement du nom de famille **DIABATE**, les personnes ci-après :

**Mamadou DIABATE :** né le 14 mars 1948 à Kayes, fils des feus Bakary et Doussouba DIABATE, Interprète, domicilié à Banankabougou, Bamako ;

**Djibril DIABATE :** né vers 1956 à Bamako, fils des feus Bakary et Nanssa DIAWARA, animateur de Jeunesse, domicilié à Bamako, Médina-Coura rue 14 ;

**Bakary DIABATE :** né vers 1956 à Bamako, fils des feus Moussa et Adama SOUMAORO, Employé de Commerce à Dravéla, rue 366, porte 411, Bamako ;

**Nouhoum DIABATE :** né vers 1962 à Bamako, fils des feus Moussa et Salimata COULIBALY, Employé de Commerce, domicilié à Dravéla, rue 366, porte 411, Bamako ;

**Lassana DIABATE :** né en 1963 à Bamako, fils des feus Moussa et Adama SOUMAORO, Employé de Commerce, domicilié à Dravéla, rue 366, porte 411, Bamako ;

**Fasséry DIABATE :** né en 1963 à Bamako, fils des feus Soma et Doussouba DIAWARA, Chauffeur, domicilié à Dravéla, rue 366, porte 411, Bamako ;

**Ousmane DIABATE :** né vers 1969 à Mopti, fils des feus Laye et Mariam DIABATE, Employé de Commerce, domicilié à Mopti-Toguel ;

**Hawa DIABATE :** née vers 1971 à Mopti, fille des feus Laye DIABATE et Mariam DIABATE, Ménagère à Bamako ;

**Kalilou DIABATE :** né vers 1952 à Bamako, fils des feus Seydou et Mariam DIABATE, Comptable, domicilié à Dravéla rue 366, porte 411, Bamako ;

**Lanzéni DIABATE :** né vers 1959 à Bamako, fils des feus Seydou et Mariam DIABATE, Transporteur à Bamako, Dravéla rue 366, porte 411 ;

**Rokia DIABATE** : née vers 1961 à Bamako, fille des feus Seydou et Mariam DIABATE, Ménagère, domiciliée à Dravéla, rue 366, porte 411, Bamako ;

**Mariétou DIABATE** : née vers 1961 à Bamako, fille de feu Seydou et Bintou BAKAYOKO, Ménagère, domiciliée à Dravéla, rue 366, porte 411, Bamako ;

**Fanta DIABATE** : née vers 1964 à Bamako, fille des feus Seydou et Mariam DIABATE, Ménagère, domiciliée à Dravéla, rue 366, porte 411, Bamako ;

**Safiatou DIABATE** : née vers 1965 à Bamako, fille des feus Seydou et Mariam DIABATE, Ménagère, domiciliée à Dravéla rue 366, porte 411, Bamako ;

**Boubacar DIABATE** : né vers 1966 à Bamako, fils de feu Seydou et de Bintou BAGAYOKO, domicilié à Dravéla, rue 366, porte 411, Bamako ;

**Aminata DIABATE** : née vers 1968 à Bamako, fille des feus Seydou et Mariam DIABATE, Ménagère, domiciliée à Dravéla, rue 366, porte 411, Bamako ;

**Fatogoma DIABATE** : né en 1970 à Bamako, fils des feus Madou et Fanta DOUMBIA, Ouvrier à Bamako ;

**Fatoumata DIABATE** : née vers 1970 à Bamako, fille des feus Seydou et Mariam DIABATE, Ménagère, domiciliée à Dravéla, rue 366, porte 411, Bamako ;

**Aïssata DIABATE** : née le 29 décembre 1974 à Kayes, fille des feus Seydou et Fatou TOURE, Ménagère à Kayes ;

**Mahamadou DIABATE** : né le 11 septembre 1976 à Kayes, fils des feus Seydou et Fatou TOURE, Commerçant à Kayes ;

**Moustapha DIABATE** : né le 24 janvier 1981 à Kayes, fils des feus Seydou et Fatou TOURE, Commerçant à Kayes ;

**Hamidou DIABATE** : né le 08 février 1983 à Kayes, fils des feus Seydou et Fatou TOURE, Commerçant à Kayes ;

**Coumba DIABATE** : née le 08 janvier 1987 à Kayes, fille des feus Seydou et Fatou TOURE, Ménagère à Kayes ;

**Issaka DIABATE** : né le 06 décembre 1988 à Kayes, fils des feus Seydou et Fatou TOURE, Commerçant à Kayes ;

**Salimata DIABATE** : née le 08 janvier 1991 à Kayes, fille des feus Seydou et Fatou TOURE, Ménagère à Kayes.

**Article 2** : Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Justice,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Tièna COULIBALY**

-----  
**DECRET N°2019-0167/PM-RM DU 04 MARS 2019  
PORTANT NOMINATION D'UN CONSEILLER  
SPECIAL DU PREMIER MINISTRE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2013-259/P-RM du 15 mars 2013 fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0797/PM-RM du 19 octobre 2018 fixant l'organisation du Cabinet du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre,

**DECRETE :**

**Article 1er** : Monsieur **Yehia AG MOHAMED ALI** est nommé **Conseiller spécial** du Premier ministre.

**Article 2** : Le présent décret, qui abroge le Décret n°2018-0048/PM-RM du 23 janvier 2018, en ce qui concerne Monsieur **Nouhoum SANKARE**, Economiste, en qualité de **Conseiller spécial**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 mars 2019**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**ANNONCES ET COMMUNICATIONS**

**Suivant récépissé n°469/CKTI** en date du 24 décembre 2018, il a été créé une association dénommée : «Association pour l'Appui au Développement de Baguineda», en abrégé : (ADB).

**But** : Développer et renforcer le soutien à la population démunie ; secourir et sécuriser la personne humaine dans le besoin ; rechercher les impératifs de développement en matière sociale ; créer des liens de coopération et d'échange entre ville-campagne ; soutenir les actions de formation engagées par l'état et les partenaires dans le cadre du développement local, etc.

**Siège Social** : Kobala Coro (commune rurale de Baguineda).

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Président** : Mahamadou A. DIARRA

**Secrétaire administratif** : Ousmane DOUMBIA

**Trésorière** : Mme DIARRA Fatoumata COULIBALY

**Secrétaire à la relation Inter-extérieure** : Mahamadou DIARRA

**Secrétaire à l'organisation** : Fousseyni TRAORE

**Secrétaire à la promotion des femmes** : Mme Aminatou CAMARA

**Commissaire aux comptes** : Soumaïla SAMAKE.

-----

**Suivant récépissé n°0057/G-DB** en date du 25 janvier 2019, il a été créé une association dénommée : «Association des Parents de Cœur», en abrégé : (A.P.C).

**But** : Œuvrer pour atténuer la souffrance des enfants et des femmes dans le besoin, etc.

**Siège Social** : à la Base B, rue 423, porte 138 Bamako.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Présidente** : Mme THERA Alima SISSOKO

**Secrétaire administratif** : Mamady SISSOKO

**Trésorier général** : Mohamed Idrissa KEÏTA

**Trésorier adjoint** : Mabo KONE

**Commissaire aux comptes** : Mariétou BAGAYOGO

**Secrétaire à l'information et à la communication** : Djénèba SISSOKO

**Secrétaire à l'organisation** : Djénèbou KEÏTA

**Vice- Secrétaire à l'organisation** : Ibrahim Kalil SANOGO

**Secrétaire aux relations extérieures** : Serge Albin COULIBALY

**Secrétaire des affaires humanitaires** : Mariam YATTARA

**Vice- Secrétaire des affaires humanitaires** : Dikoré BARRY

**Secrétaire aux conflits et à l'intégration** : Madina S. K. TALL.

-----

**Suivant récépissé n°008/P-CSA** en date du 28 janvier 2019, il a été créé une association dénommée : «Association San ou Rien, les Sanois», en abrégé (ASORS).

**But** : Rassemblement de tous les fils du cercle de San de l'intérieur et de l'extérieur pour l'amélioration de leurs conditions de vie ; la promotion et la protection des droits de la femme et des enfants ; le développement des activités génératrices de revenus ; le développement de l'agriculture et accessoires : le maraichage, la pêche, l'élevage ; éducation, formation : lutte contre l'analphabétisme et l'exclusion.

**Siège Social** : Hamdallaye commune urbaine de San.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Président d'honneurs** :

- Ousmane KOÏTA
- Habib DEMBELE
- Abi DIANE
- Diadié MAÏGA
- Rosalie DACKO
- Elhadj Seydou TRAORE
- Yaya KEÏTA

**Président** : Alfousseny MAÏGA

**1er Vice-président** : Seny BERTHE

**2ème Vice-président** : Amadou COULIBALY (Sienso)

**3ème Vice-présidente** : Mariam Adja KONATE

**Secrétaire général** : Bourama COULIBALY (Yekeni)

**Secrétaire générale 1ère adjointe** : Maïmouna DAOU

**Secrétaire général 2ème adjoint** : Mamadou CAMARA

**Trésorier général** : Sory TRAORE

**Trésorier général adjoint** : Mama SANTARA

**Commissaire aux comptes** : Amy KOÏTA

**Commissaire aux comptes adjoint** : Sinaly Tiéba TRAORE

**Secrétaire à l'organisation** : Aly SANTARA

**Secrétaire à l'organisation 1er adjoint** : Mama KONE (Nama)

**Secrétaire à l'organisation 2ème adjoint** : Sidiki TRAORE (Tontiki)

**Secrétaire à l'organisation 3ème adjoint** : Mama KONATE

**Secrétaire à l'organisation 4ème adjoint** : Tamou TRAORE

**Secrétaire à l'organisation 5ème adjoint** : Bama GORY

**Secrétaire à l'organisation 6ème adjoint** : Bourama WEDRAGO

**Secrétaire à l'information et à la communication** : Ismaïl KOÏTA (Bama)

**Secrétaire à l'information et à la communication 1er adjoint** : Sinaly DAOU

**Secrétaire à l'information et à la communication 2ème adjoint** : Mama TRAORE (Elément)

**Secrétaire aux conflits** : Alaye DIALLO

**Secrétaire aux conflits 1ère adjointe** : Mariam KONATE

**Secrétaire aux conflits 2ème adjoint** : Bamadou KONE

**Secrétaire à la santé et sécurité** : Seyni MAÏGA

**Secrétaire à la santé et sécurité adjoint** : Sadio DIABATE

**Secrétaire aux sports de la jeunesse et emploi** : Dramane TRAORE

**Secrétaire aux sports de la jeunesse et emploi 1er adjoint** : Amadou COULIBALY (Bouno)

**Secrétaire aux sports de la jeunesse et emploi 2ème adjoint** : Ousmane TRAORE (DANGALA)

**Secrétaire aux sports de la jeunesse et emploi 3ème adjoint** : Amadou MARIKO

**Secrétaire aux sports de la jeunesse et emploi 4ème adjoint** : Moussa SYLLA

**Secrétaire aux relations extérieures** : Habib GUINDO (Babou)

**Secrétaire aux relations extérieures 1er adjoint** : Beny KONE

**Secrétaire aux relations extérieures 2ème adjoint** : Kassoum SANGARE

**Secrétaire aux relations extérieures 3ème adjoint** : Birama SIMPARA

**Secrétaire aux relations extérieures 4ème adjoint** : Moussa TRAORE

**Secrétaire aux relations extérieures 5ème adjointe** : Fatim THERA

**Secrétaire à la promotion de la femme de l'enfant et de la famille** : Saran DIONY

**Secrétaire à la promotion de la femme de l'enfant et de la famille 1ère adjointe** : Kadiatou BAGAYOKO

**Secrétaire à la promotion de la femme de l'enfant et de la famille 2ème adjoint** : Bantande DENO

**Secrétaire chargé de l'environnement** : Sadia COULIBALY

**Secrétaire chargé de l'environnement 1er adjoint** : Aly SANOGO

**Secrétaire chargé de l'environnement 2ème adjoint** : Zoumana TRAORE

**Secrétaire chargé de l'environnement 3ème adjoint** : Sanossi SYLLA

**Suivant récépissé n°2019-012/P-CB** en date du 04 février 2019, il a été créé une association dénommée : «Association des Commerçants de la Commune de Garalo», en abrégé : (A.C.C.G).

**But** : Créer un cadre d'échange entre l'association et les organisations socio-professionnelles ; favoriser l'entraide mutuelle et la solidarité entre les commerçants de la Commune de Garalo ; lutter contre la pauvreté à travers les activités génératrices de revenus dans la Commune ; promouvoir l'agriculture, l'élevage et le maraîchage dans la commune de Garalo ; assurer le développement socio-économique de la commune de Garalo à travers l'éducation des enfants, l'alphabétisation des femmes, l'assainissement, la santé et la protection de l'environnement, etc.

**Siège Social** : Garalo, Commune rurale de Garalo.

#### **LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Président** : Issoufou KANTE

**Vice-président** : Seydou BAMBA

**1er Secrétaire administratif** : Malick DIALLO

**2ème Secrétaire administratif** : Amadou BOCOUM

**3ème Secrétaire administratif** : Oumar DIALLO dit Barou

**1er Trésorier général** : Amadou SANGHO

**2ème Trésorier général** : Ivrahim MAÏGA

**3ème Trésorier général** : Oumar KANE

**1er Commissaire aux conflits** : Abdoulaye MAÏGA

**2ème Commissaire aux conflits** : Seydou DIAKITE dit Gouana

**1er Commissaire aux comptes** : Ismaïla SOW

**2ème Commissaire aux comptes** : Binton KANTE

**3ème Commissaire aux comptes** : Safi SANGARE

**1er Secrétaire à l'information** : Aly SOW

-----

**Suivant récépissé n°028/CKTI** en date du 05 février 2019, il a été créé une association dénommée : «Association Siguida Nièta de Banancoro Est Extension», en abrégé : (ASNBEE).

**But** : Promouvoir l'entraide et la solidarité entre les membres ; contribuer au développement socio-économique, éducative et culturel de Banancoro – Est Extension ; initier et de participer à l'extension de tout programme et/ou projet visant à l'amélioration du cadre de vie des populations dans le village de Banancoro en général et de Banancoro Est Extension en particulier, etc.

**Siège Social** : Banancoro Est Extension (commune rurale de Sanankoroba).

#### **LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Président d'honneur** : Samba YATTASSAYE

**Président** : Mama TOURE

**Secrétaire général** : N'Faly KONE

**Secrétaire général adjoint** : Lassine SIDIBE

**Trésorier général** : Adama TRAORE

**Trésorier général adjoint** : N'Ko TRAORE

**Secrétaire administratif** : Moussa B. SAMAKE

**Secrétaire administratif adjoint** : Amadou SINAYOKO

**Commissaire aux comptes** : Mady KEÏTA

**Commissaire aux comptes adjoint** : Drissa CISSE

**Secrétaire aux conflits** : Salim DIARRA

**Secrétaire aux conflits adjoint** : Abdoulaye CISSE

**Secrétaire aux conflits adjoint** : Dramane TRAORE

**Secrétaire aux conflits adjoint** : Seydou KOUYATE

**Secrétaire aux relations extérieures** : Allassane TOURE

**Secrétaire aux relations extérieures adjoint** : Mamadi DIANKA

**Secrétaire à l'organisation** : Ahmadou CAMARA

**Secrétaire à l'organisation adjoint** : Birama CAMARA

**Secrétaire à l'information** : Adama TRAORE

**Secrétaire à l'information 1er adjoint** : Modibo KONE

**Secrétaire à l'information 2ème adjoint** : Souleymane DOUMBIA

**Secrétaire à l'information 3ème adjointe** : Bacoura DOUMBIA

**Secrétaire à l'information 4ème adjoint** : Allassane DIARRA

**Secrétaire à l'information 5ème adjoint** : Yacouba TRAORE

**Secrétaire à l'information 6ème adjoint** : Nobala SANGARE

**Secrétaire à l'information 7ème adjoint** : Bakary KONE

-----

Suivant récépissé n°0090/G-DB en date du 05 février 2019, il a été créé une association dénommée : «Nonkon Mara Yiriwa Ton», en abrégé : (NMYT).

**But** : Promouvoir la solidarité entre les habitants, ressortissants de la commune rurale de Nonkon pour assurer la cohésion sociale gage de développement durable, etc.

**Siège Social** : Torokorobougou, rue 712, porte 134, Bamako

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Président** : Zoumana DIARRA

**Vice-président** : Alou TRAORE

**Secrétaire général** : Tafara DIARRA

**Secrétaire général adjoint** : Dossé DIARRA

**Secrétaire administratif** : Négueting DIARRA

**Secrétaire administratif adjoint** : Mamourou DIARRA

**Trésorier général** : Warikié DIARRA

**Trésorier général adjoint** : Famoussa DIARRA

**Secrétaire à l'information** : Hamidou TRAORE

**Secrétaire à l'information adjoint** : Bourama KONE

**Secrétaire aux affaires sociales** : Bouféné DIARRA

**Secrétaire aux affaires sociales adjoint** : Bougou DIARRA

**Secrétaire au développement** : Soumaïla DIARRA

**Secrétaire au développement adjoint** : Gnissama DIARRA

**Secrétaire à l'organisation** : Gouafing DIARRA

**Secrétaire à l'organisation 1er adjoint** : Sakoro DIARRA

**Secrétaire à l'organisation 2ème adjoint** : Mary DIARRA

**Secrétaire aux sports, arts et cultures** : Aly DIARRA

**Secrétaire aux sports, arts et cultures adjoint** : Mamadou TRAORE

**Secrétaire à la promotion féminine** : Anne KONE

**Secrétaire aux relations extérieures** : Zan DIARRA

**Commissaire aux comptes** : Toumani TRAORE

**Commissaire aux conflits** : Alou DIARRA

-----

Suivant récépissé n°005/PC.Y en date du 12 février 2019, il a été créé une association dénommée : «Association des Anciens Combattants de l'Armée Française et de l'Infanterie Coloniale de l'Afrique Occidentale (Colonie du Soudan Français) Résidant dans le Cercle de Yélimané.

**But** : Reconstituer les dossiers en vue d'obtenir des certificats de nationalité française ; défendre les intérêts matériels et moraux de ses membres ; conseiller et sensibiliser les jeunes sur les dangers de l'immigration clandestine.

**Siège Social** : Diongaga (Commune Rurale Diafounou Diongaga), Cercle de Yélimané.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Président** : Kalilou TANDIA

**Vice-présidente** : Manthiaba Kama Cisse

**Secrétaire général** : Oussy DEMBELE

**Secrétaire général adjoint** : Yigoukoulé TOURE

**Secrétaire aux relations extérieures** : Idriss TRAORE

**Secrétaire aux relations extérieures 1er adjoint** : Mamédy DOUCOURE

**Secrétaire aux relations extérieures 2ème adjointe** : Fanta CAMARA

**Trésorière générale** : Hawa Waly TANDIA

**Trésorier général 1er adjoint** : Tama Djéyidi DOUCOURE

**Trésorière générale 2ème adjointe** : Awa CAMARA

**Secrétaire à l'organisation** : Niamé Samba CAMARA

**Secrétaire à l'organisation 1ère adjointe** : Lamoniouma BALLO

**Secrétaire à l'organisation 2ème adjoint** : Mody TANDIA

**Secrétaire à l'organisation 3ème adjoint** : Sadio CAMARA

**Secrétaire chargé de la communication et des nouvelles technologies de l'information** : Kande TRAORE

**Secrétaire chargée de la communication et des nouvelles technologies de l'information 1ère adjointe** : Aïssé Hawa DOUCOURE

**Secrétaire chargé de la communication et des nouvelles technologies de l'information 2ème adjoint** : Bandiougou TRAORE

**Secrétaire chargée de la santé et de l'environnement** : Assa Diangou TANDIA

**Secrétaire chargé de la santé et de l'environnement 1er adjoint** : Manhita DIARRA

**Secrétaire chargé de la santé et de l'environnement 2ème adjoint** : Boubou TRAORE

**Secrétaire chargé de droit de l'homme et de la citoyenneté** : Gorgui TRAORE

**Secrétaire chargée de droit de l'homme et de la citoyenneté adjointe** : Sétan N'DIAYE

**Secrétaire à l'agriculture** : Waly DOUCOURE

**Secrétaire à l'agriculture 1ère adjointe** : Goundo DIANKA

**Secrétaire à l'agriculture 2ème adjoint** : Issa DIARRA

**Secrétaire chargé des comptes** : Samba GASSAMA

**Secrétaire chargée des comptes 1ère adjointe** : Bintou Douga TANDIA

**Secrétaire chargé des comptes 2ème adjoint** : Abdoulaye SISSAKO

**1ère Secrétaire chargée de la médiation et la gestion des conflits** : Hawa Gopé TANDIA

**2ème Secrétaire chargé de la médiation et la gestion des conflits** : Djéidy DRAME

**3ème Secrétaire chargé de la médiation et la gestion des conflits** : Hamidou KONTE

**4ème Secrétaire chargé de la médiation et la gestion des conflits** : Sidy SISSOKO

**Secrétaire chargée à la promotion de la femme et de la jeune fille** : Hatoumata Niamé TANDIA

**Secrétaire chargée à la promotion de la femme et de la jeune fille adjointe** : Bintou SOUCKO

**Secrétaire chargée à la promotion de la femme et de la jeune fille adjointe** : Hatouma CAMARA

**Secrétaire chargée à la promotion de la femme et de la jeune fille adjointe** : Niakalé TANDIA

**Secrétaire chargé du développement social et l'économie solidaire** : Amédy SYLLA dit Siwoly

**Secrétaire chargé du développement social et l'économie solidaire adjoint** : Cheickné Maro DOUCOURE

**Secrétaire chargé de sensibilisation sur l'immigration clandestine** : Oussy DEMBELE

**Secrétaire chargée de sensibilisation sur l'immigration clandestine 1ère adjointe** : Dado TANDIA

**Secrétaire chargée de sensibilisation sur l'immigration clandestine 2ème adjointe** : Diaba MAGUIRAGA

**Secrétaire chargé de sensibilisation sur l'immigration clandestine 3ème adjointe** : Salif BABY